

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°27

Avant-Propos

DOSSIER : LA CHINE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

1. Les enseignements pour la Chine du sommet de Copenhague
2. L'avant-garde « verte » d'une Chine en quête de normes
3. Taxe carbone : un état des lieux du débat
4. La course aux technologies de l'environnement

REPÈRES

5. La lutte contre la mafia à Chongqing, une campagne électorale en vue du 18e Congrès ?
6. Chine/États-Unis : un hiver passager ?
7. Le bras de fer entre Google et la Chine
8. Affrontements ethniques au Kokang : les stigmates birmanes du rapport de force sino-américain
9. Taïwan : une vente d'armes en trompe-l'œil

DÉCALAGES

10. Les voies asymétriques de la puissance maritime



ASIA CENTRE

à



SciencesPo.

AVANT- PROPOS

Le sommet de Copenhague sur le changement climatique est-il le révélateur public d'une intransigeance et d'une rigidité nouvelle de la diplomatie chinoise ? Jusque dans la forme, la confusion a régné : le président Obama a dû imposer sa présence à une réunion de concertation des dirigeants des pays émergents. Mais le Premier ministre Wen Jiabao s'est plaint ultérieurement de ne pas avoir été prévenu à temps d'un autre conciliabule majeur, y déléguant un vice-ministre des Affaires étrangères face aux autres chefs d'État et de gouvernement. Grands perdants politiques, l'Europe comme le Japon avaient fixé des objectifs ambitieux et contraignants, sans avoir les moyens diplomatiques de les mettre en œuvre. Les États-Unis sont le gagnant au jeu de la diplomatie publique : alors qu'ils n'avaient pas plus que les grands pays émergents souscrit à des objectifs internationaux contraignants, ils ont réussi à concentrer les reproches sur le refus chinois de souscrire à une vérification internationale des niveaux d'émission : un refus prévisible, tant la Chine met en avant

sa souveraineté dans le domaine des normes intérieures.

La Chine est-elle vraiment perdante ? Elle présente officiellement l'accord final comme un succès. Elle avait beaucoup travaillé en coulisses en direction des pays émergents et en développement, rassemblant sur des positions communes les émergents : Brésil, Afrique du Sud et Inde. Elle a toutefois admis implicitement un problème de forme en déplaçant vers Genève son vice-ministre des Affaires étrangères, qui avait dû incarner une position rigide face aux chefs d'État occidentaux en particulier.

En Chine même, Copenhague a eu bien moins d'écho public que les mesures et le débat proprement chinois sur les choix énergétiques et la réduction des émissions : la Chine a engagé un plan de réduction des émissions de 45 % par unité de PIB sur cinq ans – ce qui laissera néanmoins monter le niveau global des émissions ! Mais les analyses que nous avons relevées témoignent pourtant de

la conscience d'un échec de la diplomatie publique. Les commentaires regrettent ainsi la maladresse de la diplomatie chinoise, alors que les autres grandes puissances émergentes avaient des positions comparables à celle de la Chine. Pourquoi la presse internationale passe-t-elle sous silence le refus indien d'assumer des responsabilités dans la lutte contre le changement climatique ? Et que dire du Brésil, qui avait négocié avec la France une position commune peu avant le sommet, avant de rejoindre le camp de la Chine ?

Mal à l'aise sur le volet international du dossier climatique, la presse chinoise ouvre par contre ses colonnes à des analyses informées sur l'évolution de la politique environnementale dans le pays. Elle débat de la pertinence d'une taxe carbone, tant pour encadrer la transition vers une économie moins consommatrice d'énergie que pour contrer la taxation aux frontières envisagée en Europe et aux États-Unis. Elle met en évidence la logique de marché comme le principal vecteur de transformation de l'économie chinoise. L'écologie ne progressera que lorsqu'elle sera profitable. Elle appelle enfin les entrepreneurs chinois à se positionner au plus tôt dans le passage aux technologies vertes. Car leur maîtrise déterminera la position de chaque pays dans une compétition mondiale qui ne cessera de s'intensifier.

C'est là tout le paradoxe chinois dans la lutte contre le changement climatique : Le volontarisme politique et le dynamisme du secteur privé à l'intérieur du pays contrastent avec une position internationale intransigeante, le tout sur fond de catastrophe écologique dans bien des régions. La Chine ne veut pas d'obligation légale pesant sur le rythme de la transformation de ses modes de production. Le ton du débat demeure pourtant optimiste sur cette transformation. Est-ce réaliste ? Les Européens peuvent-ils influencer sur ce rythme ? En dehors d'une taxe aux frontières sur les

émissions, c'est la coopération technologique qui semble prometteuse, dans un domaine où les Européens ont pris de l'avance. Mais comment obtenir à la fois cette coopération et le respect de la propriété intellectuelle, alors que les exportations « vertes » deviennent une priorité chinoise ?

Copenhague a posé aussi la question d'une rupture dans la politique étrangère, au moins dans la forme. A la clôture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire fin mars, Wen Jiabao s'est employé à répondre aux critiques internationales en rejetant la faute sur les États-Unis. Un retour à une posture moins assertive permettra-t-il d'éviter une fracture visible entre la Chine et l'Occident ?

Pour l'heure, les analyses chinoises reviennent surtout sur les relations sino-américaines. La perception chinoise des États-Unis demeure ancrée dans la méfiance. Manifeste au début de 2009 dans les commentaires chinois sur le G2 et les ouvertures initiales de l'administration Obama, on la retrouve dans ce numéro sur un terrain inattendu, le Myanmar. L'ouverture diplomatique de Washington à l'égard de ce pays depuis peu est jugée à la source des heurts de l'été 2009 dans la région du Kokang, ethniquement chinoise et à la frontière avec le Yunnan.

La période actuelle de conflictualité entre la Chine et les États-Unis avait été anticipée par la communauté stratégique chinoise, au moment du grand débat de 2009 sur le duopole sino-américain. Mais au fond, la plupart des analyses que nous avons relevées en relativisent la gravité, et pointent plutôt un certain succès chinois sur des intérêts fondamentaux tels que Taïwan. Enfin, une étude fine d'écrits récents sur la montée en puissance de la marine chinoise révèle elle aussi des objectifs ambitieux – guère éloignés, finalement, d'une parité stratégique.

Mathieu Duchâtel et François Godement

Ce dossier revient sur la vision chinoise de la conférence de Copenhague sur le changement climatique, qui s'est achevée le 19 décembre 2009, et sur les politiques chinoises en matière environnementale.

Pékin se félicite alors des résultats positifs obtenus, tandis que la presse occidentale désigne les Chinois comme responsables de «l'échec» des négociations¹. Les spécialistes restent plus nuancés: Deborah Seligsohn du World Resource Institute estime qu'il faut regarder le bilan chinois comme un échec en matière de relations publiques; qui ne doit pas remettre en cause leur engagement («failures of public relations, not failures of commitment»)².

Pendant ce temps, les politiques chinoises sur l'environnement continuent à évoluer: la Loi sur les énergies renouvelables est amendée fin décembre 2009, le gouvernement annonce début février 2010 la composition du National Energy Committee qui vient succéder à l'ancien Energy Leading Group. Les autorités de tous les niveaux préparent le volet environnemental du 12^e plan quinquennal (2011 - 2015).

DOSSIER : LA CHINE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Qu'aura donc été Copenhague ? Une maladresse de la politique étrangère que les intellectuels officiels chinois cherchent à nuancer (voir le premier article de ce dossier) ? Un rappel du chemin qui reste à parcourir pour que la Chine devienne une

puissance responsable ? En aucun cas, il ne remet en cause l'engagement chinois dans la lutte pour l'environnement, lutte qui continue à se traduire par des projets et politiques ambitieuses: immeubles verts, low carbon zones ou encore questions de taxe carbone. En quelle mesure cela sera-t-il suffisant pour parvenir aux objectifs chinois ? La question reste en suspens et les résultats décevants de la réduction de l'intensité énergétique en 2009 viennent rappeler qu'un long chemin reste à parcourir³.

1 L'article le plus célèbre sur ce sujet a été publié par Mark Lynas dans *The Guardian*: «How Do I Know China Wrecked the Copenhagen Deal? I was in the Room», 23/12/09.

2 Deborah Seligsohn, *China Insight Energy*, Gavekal-Dragnomics, 22/01/10.

3 *China Daily*, 04/03/10.



1. Les enseignements pour la Chine du sommet de Copenhague

ANNE RULLIAT

SOURCES :

– Xin Benjian, « L'épreuve de force de politique internationale derrière l'accord de Copenhague », *Hongqi wengao*, 9 février 2010.

– He Jingjun, « Les leçons du sommet de Copenhague pour le monde et la Chine », *Lianzheng liaowang*, 13 janvier 2010.

Deux mois après la clôture, sur des résultats décevants, du sommet de Copenhague, les questions climatiques font l'objet d'analyses de la part de nombreux éditorialistes chinois. Les articles de He Jingjun⁴ et Xin Benjian⁵ commentés ici sont représentatifs du ton général de la presse chinoise. Ils ont en commun de placer au second plan les véritables enjeux climatiques. Ils proposent

4 Éditorialiste prolifique, He Jingjun (和静钧) publie des articles sur les relations internationales dans de nombreux journaux. Il siège dans des instances politiques locales (Chongqing). Il tient un blog <http://blog.sina.com.cn/hejingjunshiyu>.

5 Éditorialiste de l'agence du *Quotidien du peuple*, Xin Benjian (辛本健) écrit sur les relations internationales. Il a tenu un blog sur le sommet de Copenhague : <http://xbjcop15.blog.163.com/>.

une analyse des causes de l'échec du sommet et l'interprètent en termes d'enjeux de relations internationales, tout en en détaillant les implications pour la politique intérieure chinoise. Ils tirent les leçons de l'échec et justifient dans le même temps leurs positions.

L'analyse chinoise des négociations climatiques conclut que l'échec des négociations incombe au camp occidental. Si les deux éditorialistes proposent des améliorations possibles pour la Chine sur les plans technologique et médiatique, la position défendue par le pays à Copenhague n'est nullement remise en cause.

La première critique chinoise concerne la politisation des négociations climatiques. Cette dérive est mise à l'actif des pays industrialisés. L'Union européenne (UE), en particulier, est accusée de faire perdre toute leur substance aux négociations, les conduisant ainsi à l'échec. Alors qu'elle jouait un rôle moteur pour fixer des objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre (GES), sa volonté d'exercer un leadership sur les questions climatiques s'est affaiblie. La crainte de la concurrence exercée par les pays émergents et la pression de politiques conservatrices, en interne, expliqueraient l'affaiblissement de l'UE.

Ensuite, pour He Jingjun, la raison fondamentale de l'échec réside dans l'éclatement des différents camps lors des négociations. Xin Benjian commente cet argument. Il regrette particulièrement la division apparue parmi les pays en développement (PED). Il affirme que les pays développés ont manipulé (操纵, *caozong*) les PED afin de garder le contrôle des négociations. En outre, la Chine a critiqué l'utilisation de la typologie proposée par les Occidentaux pour répartir les financements – entre États insulaires, faibles, émergents et moins avancés -, a abouti à instaurer une concurrence entre les États, donc à les diviser.

L'accent est mis sur l'irresponsabilité des acteurs occidentaux et sur leur attitude condescendante à l'égard des PED. Ainsi, pour Xin Benjian, les discussions sur les transferts de technologies aux PED, absolument centrales aux yeux des Chinois, sont demeurées trop floues. En outre, les auteurs considèrent que l'aide au PED est un devoir (义务, *yiwu*) des Occidentaux, alors que ceux-ci estiment qu'il s'agit d'une faveur (恩赐, *enci*). Les pays développés sont critiqués pour « rabâcher toujours la même chose » (老调重弹, *laodiao chongtan*) sur la protection des droits concernant la propriété intellectuelle, un argument utilisé pour refuser de fournir leurs technologies aux PED.

Le décalage entre les objectifs imposés aux uns et aux autres apparaît inacceptable aux Chinois : les pays développés refusent d'être liés par des objectifs, mais obligent les PED à prendre des mesures pour limiter leurs émissions de GES. Alors que les États-Unis eux-mêmes refusent de s'engager, ils souhaitent conditionner le versement de l'aide financière aux PED à des vérifications sur le bon respect de la réduction des émissions. Cette question fait écho au débat sur le *measurement, reporting and controlling* (MRV) que la Chine semble considérer comme une atteinte à sa souveraineté, véritable pierre d'achoppement lors des négociations.

Ainsi, les auteurs estiment que les exigences des pays riches sont irrationnelles pour la Chine mais également pour le G-77. Ils critiquent donc la proposition occidentale de réduire les émissions de 80% à horizon 2050 à laquelle la Chine a opposé son veto pendant les négociations. Pour Xin, cela reviendrait à aligner les contraintes et les efforts des pays occidentaux sur ceux

des pays en développement auxquels il est demandé une réduction de 50%.

Enfin, le refus des pays développés de discuter des objectifs de réduction d'émissions à moyen terme est aussi une cause majeure de l'échec. Xin Benjian s'étonne que ces États s'attachent à fixer des objectifs pour 2050, alors qu'ils seraient bien inspirés de respecter les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du protocole de Kyoto pour 2008-2013 ou de discuter de la période qui s'ouvrira en 2013.

Ce manque de logique conduit Xin Benjian à douter de l'honnêteté des pays développés.

Sans remettre en cause la position de fond de la Chine, les deux auteurs suggèrent que certaines leçons sont à tirer quant à la manière dont se sont tenues ces négociations.

Il s'agit d'abord d'une question de méthode : la Chine doit améliorer sa technique de négociation (谈判技巧, *tanpan jiqiao*) et la manière dont elle présente ses positions. Cet argument avait déjà été évoqué pendant les mois précédant la tenue du sommet : les chercheurs encourageaient leur gouvernement à devenir une force de proposition alternative sur les questions climatiques et à ne pas se contenter de réagir en approuvant ou en rejetant des projets élaborés par d'autres⁶.

Ensuite, l'image de la Chine, ou en tout cas telle qu'elle apparaît dans les médias occidentaux, doit être corrigée. Le problème de la couverture médiatique de la Chine

6 Voir par exemple la contribution de Zhang Haibin dans l'ouvrage de Yang Jiemian, *Shijie Qihou Waijiao he Zhongguo de Yingdui* (*Global Climate Change Diplomacy and China's Policy*), Shishi Chubanshe (Shishi Press), Shanghai, 2009.

en Occident est récurrent, pour He Jingjun. Celui-ci estime que cet accord *a minima* (聊胜于无的协议, *liaosheng yuwu de xieyi*)⁷ a été acquis grâce à « la partie chinoise et à la communauté internationale ». Or, cette contribution chinoise est injustement négligée par la presse occidentale. La presse britannique titre : « La Chine a pris le sommet de Copenhague en otage »⁸. He Jingjun déplore que les faiblesses chinoises en matière de négociations soient ainsi soulignées par les journaux étrangers : la presse allemande constate que la Chine est « tombée dans le piège tendu par les Occidentaux » ; selon elle, l'affrontement entre la Chine et les Occidentaux était « voulu » par ces derniers. Même si la Chine s'est présentée au sommet de Copenhague en pensant endosser le rôle du « gentil » (好人, *haoren*), elle demeure le plus gros émetteur de GES et un pays pollueur, elle a donc inévitablement quitté Copenhague en apparaissant comme un « méchant » (恶人, *eren*).

He Jingjun s'interroge alors sur la différence de traitement dont, dans les médias occidentaux, bénéficie l'Inde, qui a pourtant défendu des positions comparables à celles de la Chine. Selon lui, et contrairement à Pékin, le gouvernement indien a su développer un argumentaire suscitant la compassion (同情, *tongqing*) de la communauté internationale, de sorte que ses positions ont suscité un meilleur écho lors des négociations. Au même titre que l'Inde, la Chine disposerait d'arguments à faire valoir pour se faire entendre et justifier des objectifs moins contraignants. L'Inde a su jouer la carte des quotas d'émission *per capita* (打 « 人均 » 牌, *da « renjun » pai*), récuser sa position de grand pays émetteur et avancer un « droit

au développement » alors qu'un tiers de sa population est très pauvre. La Chine n'a pas su jouer adroitement ces cartes et elle a « trébuché » (栽跟头, *zaigentou*) sur des sujets trop techniques, comme les mesures de contrôle des engagements et la transparence. C'est ainsi que l'auteur explique la différence de traitement réservée par les médias à l'Inde et à la Chine. Cependant, on pourrait imaginer que, le régime indien étant plus démocratique que le régime chinois, il suscite plus facilement un *a priori* positif de la part des observateurs. He Jingjun considère en fait que la Chine pâtit de mettre en œuvre des techniques de négociation inadéquates.

La Chine devra ainsi s'attacher, à l'avenir, à mieux expliquer sa politique. Xin Benjian renchérit : les experts en changement climatique devraient être mobilisés afin d'expliquer l'action du gouvernement chinois aux gouvernements étrangers, aux médias et à l'opinion publique internationale. Ils présenteraient ainsi notamment les efforts chinois pour réduire les émissions de GES et les sacrifices que ces efforts imposent. En effet, le climat étant devenu le principal enjeu des relations internationales, l'image de la Chine au sein de la communauté internationale est fortement dépendante de ce dossier.

Au-delà de la méthode à adopter à l'égard des médias, le rôle de la Chine dans les négociations a été mis à mal par l'éclatement du camp des PED, alors que la Chine tend à se présenter comme leur porte-parole et considère qu'elle partage les mêmes préoccupations que ces États. Pékin doit donc reconsidérer les modalités de la coopération Sud-Sud en général, et sa relation avec les PED.

En outre, Xin Benjian souligne que la Chine devra trouver un moyen pour atténuer (化解, *huajie*) la double pression dont elle fera inévitablement l'objet à propos du contrôle

7 Littéralement : « mieux que rien ».

8 La phrase « China Hijacked Copenhagen Climate Deal » qui a fait les titres de la presse britannique est en réalité une citation d'Ed Miliband, ministre du Changement climatique au Royaume-Uni.

international des engagements pris. Dès le sommet de Copenhague, la Chine a été prise « en tenailles » entre, d'une part, les pays développés - l'Union européenne et le Japon souhaitent aligner leurs objectifs de réduction de moyen terme sur les engagements pris par l'Inde et la Chine, les États-Unis conditionnent les aides financières et leurs montants à l'acceptation de mesures de contrôle internationales – et, d'autre part, les PED, qui souhaitent obtenir des aides financières importantes de la part des pays développés.

La mobilisation des PED par la Chine en amont des prochaines conférences se conçoit d'abord comme une harmonisation des positions des pays du BASIC⁹ (基础四国, *jichu siguo*), du G-77 et des États insulaires. En obtenant leur soutien et leur coopération, il sera alors possible de faire pression sur les pays développés, tout en atténuant la pression sur la Chine. Celle-ci pourrait alors faire entendre sa voix – au sein du BASIC et du G-77 – afin de porter la position commune aux PED : « réduction volontaire des émissions pour les PED, refus d'une surveillance internationale ».

Au-delà des négociations internationales, le changement climatique est un enjeu crucial pour la politique intérieure chinoise. La transition vers une économie faiblement carbonée est une épreuve difficile à passer pour la Chine. He Jingjun fait référence à Anthony Giddens qui explique dans son récent ouvrage¹⁰

⁹ BASIC est l'acronyme de Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine. Ce regroupement informel de pays s'est constitué autour de la Chine pendant le sommet de Copenhague. L'accord obtenu à Copenhague a été finalisé lors d'une réunion entre les pays du BASIC et les États-Unis.

¹⁰ Anthony Giddens, *The Politics of Climate Change*, Polity Press, mars 2009.

que les actions menées volontairement et spontanément en interne sont beaucoup plus importantes qu'un accord international. Se fondant sur cette assertion, He Jingjun s'attache à démontrer que le gouvernement chinois est déjà très actif quand il s'impose des objectifs contraignants en termes d'émissions de GES et qu'il les inscrit dans ses plans de développement économique (réduction de 45 % de l'intensité carbone entre 2005 et 2020). Selon He, le gouvernement chinois, par ses actes, montre la même détermination que la communauté internationale.

« Contrairement à Pékin, le gouvernement indien a su se développer un argumentaire suscitant la compassion. »

Cependant, les priorités du gouvernement chinois demeurent le développement, la croissance économique et la stabilité sociale. Fixer des objectifs trop ambitieux en matière de réduction des émissions de GES deviendrait un fardeau trop lourd à supporter si la croissance chinoise ralentissait. Ceci risquerait d'entraîner une catastrophe humanitaire (人道主义灾难, *rendaozhuyi zainan*).

Les chiffres que propose He Jingjun visent à justifier la prudence dont témoigne le gouvernement chinois quant à ses engagements. Des engagements de réduction des émissions de CO₂ trop ambitieux lui imposeraient une trop forte pression sociale : la fermeture, de manière trop brutale, de centrales à charbon et d'un grand nombre d'autres industries polluantes comme les cimenteries entraînerait le licenciement de leurs ouvriers et des pertes financières importantes. Le défi à relever pour le gouvernement chinois consiste donc à assurer le transfert de la main-d'œuvre vers des secteurs sobres en carbone, la création d'emplois dans le secteur des énergies propres et la restructuration du secteur économique.

On le voit, les commentaires sur le sommet de Copenhague confirment que la Chine ne saurait sacrifier son développement économique et sa croissance à la conclusion d'engagements internationaux contraignants. L'infléchissement des positions chinoises et la mention de ses engagements de réduction d'émissions de GES dans un accord international, comme l'avait suggéré avec audace l'économiste Hu Angang¹¹ en 2009, ne semblent pas être à l'ordre du jour.



2. L'avant-garde « verte » d'une Chine en quête de normes

MATHIEU DUCHÂTEL

SOURCES :

- Wang Xiaoqiao, Shi Xisheng, Yuan Zhongwei, « Les promoteurs immobiliers sont fascinés par les nouvelles idées vertes », *Nanfang zhoumo*, 6 janvier 2010.
- Wang Xiaoqiao, Shi Xisheng, Yuan Zhongwei, « Les constructions vertes : il n'y a pas que des immeubles à vendre », *Nanfang zhoumo*, 9 février 2010.
- Feng Jie, « La transformation du PIB vert », *Nanfang zhoumo*, 9 février 2010.

Deng Xiaoping disait, à propos de la modernisation de l'Armée populaire de libération, que celle-ci devait procéder à partir de « poches d'excellence », qui s'étendraient peu à peu à son ensemble. Le même procédé est-il à l'œuvre pour la construction d'une Chine « verte » ? La sélection d'articles du *Nanfang zhoumo* semble le suggérer. Consacrés à l'élaboration de standards environnementaux et à l'avant-garde constituée par des promoteurs immobiliers investissant dans des immeubles aux émissions réduites de gaz à effet de serre, ces articles montrent toutefois qu'il existe une différence majeure

11 « 胡鞍钢：中国减排路线可以“三步走”，Hu Angang : Zhongguo jianpai luxian keyi sanbu zou, Hu Angang : la Chine peut réduire ses émissions en trois étapes, *Zhongguo ribao*, 16 septembre 2009. À la suite de ses prises de position, l'économiste a été vivement tancé par les négociateurs chinois qui se préparaient à participer au sommet de Copenhague et qui l'ont qualifié d'incompétent et d'inconscient.

avec la modernisation militaire, décidée au plus haut niveau du Parti. Dans le cas de l'environnement, la transformation de la Chine viendra d'un secteur privé très dynamique, dont les pratiques évoluent plus vite que le cadre juridique, aboutissant parfois à ajuster ce dernier. Ce qui peut surprendre quand on connaît l'importance des entreprises étatiques chinoises.

Les mécanismes de marché seront-ils un moteur plus efficace que la mise en œuvre d'une responsabilité internationale, évitée au sommet de Copenhague ?

L'enjeu « global » de l'adoption par la Chine de politiques permettant la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre est à peine mentionné. Feng Ji souligne tout au plus que la mise en place d'instruments de mesures précis concernant les dégâts causés à l'environnement pourra servir à affiner les positions chinoises lors des prochains sommets sur l'environnement. A l'évidence, le débat reste ancré dans une réalité nationale, autour de deux enjeux financiers : le retour sur investissement des initiatives « vertes », qui pourra créer un effet d'enclenchement, et la réduction des coûts de production, en éliminant les coûts supplémentaires liés à la pollution et à une consommation d'énergie inefficace.

Dans le secteur immobilier, les immeubles « verts » ont aujourd'hui le vent en poupe¹². Le *Nanfanzhoumo* affirme que les entreprises ont identifié une « grande tendance verte » (绿色大势, *lüse dashi*) dont elles cherchent à profiter. La maîtrise des émissions dans le secteur immobilier est cruciale puisque celles-ci représentent de 30 à 40 % des émissions mondiales. En Chine, jusqu'à présent, ces initiatives revêtent plusieurs caractéristiques.

Tout d'abord, en l'absence de standards nationaux, elles se fondent sur des standards étrangers, ou définis de manière unilatérale. A Changsha, dans le Hunan, l'entreprise Shiji Xingyuan a adopté le standard nord-américain Leadership in Energy and Environmental Design (LEED). En utilisant exclusivement des matériaux de construction locaux, la construction du complexe immobilier emploiera 20 000 tonnes de CO₂ de moins que les projets habituels, et l'utilisation de technologies nouvelles permettra une réduction annuelle de 50 000 tonnes d'émissions de CO₂.

Ensuite, ces initiatives attirent l'attention des gouvernements locaux. Ceux-ci organisent de plus en plus de colloques consacrés aux immeubles à la consommation d'énergie réduite. Parfois, ils s'inspirent des réussites technologiques des entrepreneurs pour les insérer dans la législation locale une fois que leur efficacité est prouvée. Mais les pouvoirs locaux n'orientent en aucun cas les entreprises vers ces nouvelles pratiques : au contraire, ils les suivent.

On le voit, les innovations des entrepreneurs devancent la transformation des politiques publiques en matière d'énergie. Le cas de l'entreprise Lüdi, à Shanghai, est éloquent. En 2007, celle-ci décide de réduire de 50 % la consommation d'énergie de ses projets immobiliers. Lorsque le gouvernement shanghaien adopte cette norme, en 2008, l'entreprise se fixe un nouveau seuil, établi à 65 %. De cette manière, Lüdi obtient toujours plus de subventions du Fonds de réduction de la consommation énergétique de la municipalité de Shanghai (5 millions de yuans en 2008). Certains gouvernements locaux, comme celui de Chongqing, en 2007, choisissent la mise en place d'incitations fiscales pour l'utilisation de matériaux permettant une meilleure efficacité énergétique, afin d'encourager un mouvement naissant qu'ils n'ont pourtant pas mis en œuvre.

12 Thibaud Voïta, « L'invasion des immeubles verts », *China Analysis*, n°18, mars-avril 2008.

Ces promoteurs immobiliers innovants bénéficient du soutien des autorités centrales. En 2007, la National Development and Reform Commission (NDRC), qui gère l'application des plans quinquennaux, a fait de Changsha, Zhuzhou et Xiangtan, trois villes de la province méridionale du Hunan, des métropoles expérimentales pour la réduction de la consommation d'énergie et la conduite de projets immobiliers respectueux de l'environnement. Le gouvernement central y finance par exemple, à hauteur de 50 %, des projets de construction de panneaux solaires.

Mais ces investissements sont-ils rentables ? La question est d'autant plus cruciale pour leur avenir qu'ils ne sont pas particulièrement populaires auprès de la population chinoise. Un promoteur a ainsi effectué un sondage parmi les acheteurs dans le cadre de l'un de ses projets « verts ». Cette enquête montre que 90 % des accédants à la propriété ont choisi ce programme immobilier en raison de sa « marque » (Wanke), et 10 % seulement en raison de ses faibles émissions de gaz à effet de serre. Pour les acheteurs, la conscience écologique joue donc à peine. Par ailleurs, l'idée selon laquelle l'achat d'un appartement consommant moins d'énergie peut s'avérer rentable à terme est peu présente. Le facteur déterminant de l'accès à la propriété demeure le prix d'achat.

Les projets « verts » sont pourtant rentables du point de vue des promoteurs ; ceux-ci rentrent rapidement dans leurs frais (en moyenne en cinq ans). Dans certains cas extrêmes, les économies d'énergie réalisées pendant la construction sont telles que l'investissement initialement prévu est même réduit. En moyenne, on estime néanmoins que le coût d'un projet « vert » est supérieur de 5 % au coût d'une construction « non verte ».

De tels investissements permettent surtout de se positionner dans la compétition qui

émergera à court terme, de l'avis de tous les spécialistes interrogés par le *Nanfang zhoumo*. Car l'évolution du marché devrait aller dans le sens de ces nouvelles constructions. Tang Min, directeur du bureau shanghaien du centre de recherche national sur les techniques de construction, estime ainsi que, dans deux ans, les dix plus gros promoteurs immobiliers se recentreront sur les immeubles « verts », alors que les entreprises moins importantes utiliseront les projets « verts » pour se différencier, et affiner leurs stratégies de compétition. A mesure que la conscience écologique de la population progressera, que les incitations gouvernementales se structureront pour encourager de telles constructions, le caractère « vert » d'un projet immobilier deviendra un argument de plus en plus attractif du point de vue des acheteurs.

Jusqu'à présent, les projets « verts » sont menés dans un cadre normatif flou. Le grand enjeu, pour la Chine, réside donc dans l'adoption de standards nationaux. En leur absence, les gouvernements locaux ne peuvent que mettre en place des standards à partir des expériences réussies des entrepreneurs. Sur ce point, le débat est très vif, d'autant qu'il implique un arbitrage politique délicat en termes d'équilibre entre les provinces : chacun va chercher à imposer ses propres standards au niveau national. Le gouvernement central a certes mis en place en 2008 un comité d'homologation des constructions à faible consommation d'énergie. Il n'a homologué que six projets sur les vingt soumis en 2008 ; mais, en 2009, ce nombre est monté à plus de trente, pour une centaine de projets proposés. Pourtant, le gouvernement central ne peut s'appuyer ni sur des standards d'homologation précis, ni sur un appareil de mesure efficace.

Dans l'élaboration de normes nationales, un acteur se distingue par son activisme : la Chambre de commerce des promoteurs immobiliers (全国工商联房地产商会, *Quanguo*

gongshanglian fangdichan shanghui). En novembre 2009, celle-ci publie le premier rapport sur l'adoption de techniques de réduction d'émissions dans le secteur immobilier. Mais elle aussi est confrontée au problème clef : comment chiffrer les émissions ? Le problème est délicat, car il n'y a pas de norme internationale que la Chine aurait pu « adapter à sa situation ». Il n'existe que des normes nationales, dans certains pays. Pour la rédaction de son rapport, l'organisation a donc mis au point ses propres méthodes de calculs tout en s'inspirant de celles de l'étranger. Parmi les principaux points en débat figure par exemple une question : faut-il calculer les émissions des immeubles en incluant l'énergie utilisée pour leur construction ou uniquement après leur livraison ? La Chambre de commerce a choisi une approche globale.

Comme dans de nombreux secteurs, le deuxième grand enjeu est la construction d'un système de mesure statistique de la pollution et de son coût économique. La question avait déjà été soulevée en mars 2004 lorsque deux administrations, le bureau national des statistiques et celui de l'environnement du gouvernement, avaient inventé la notion de « PIB vert », qui consistait à retrancher du PIB les coûts supplémentaires et les manques à gagner liés à la pollution, alors été estimés à 3% du PIB chinois. Depuis, le « PIB vert » est tombé dans l'oubli, parce qu'il n'a pas été utilisé.

De manière plus générale, en avril 2008, sous la supervision du Vice-Premier ministre Li Keqiang, le gouvernement chinois a lancé un projet de construction d'un « système de standards statistiques de l'environnement et des ressources en Chine »

(中国资源环境统计指标体系, *Zhongguo ziyuan huanjing tongji zhibiao tixi*). Ce projet est aujourd'hui en cours d'examen par les administrations concernés, le but étant de l'utiliser pour la construction du XII^e plan quinquennal, qui sera annoncé lors de la session plénière de 2011 de l'Assemblée nationale populaire. Le *Nanfang zhoumo* souligne aussi que ce système servira à définir toutes les positions de la Chine lors des prochaines négociations sur le climat. Dans ce contexte, on pourra cependant être surpris de ne pas trouver le Bureau national des statistiques

parmi les institutions de la National Energy Commission dont la composition a été annoncée fin janvier 2010.

La question de la mesure des émissions et de la définition de standards « verts », pour les immeubles mais aussi pour les autres secteurs, est donc éminemment politique, car les résultats mis en évidence serviront d'outil au gouvernement pour construire ses mesures d'incitation et de contrainte. Sur ce point, plusieurs options sont envisagées par le *Nanfang zhoumo*.

D'abord, l'insertion du secteur immobilier dans les Clean Development Mechanisms (CDM) du protocole de Kyoto. Si des standards d'émissions sont adoptés pour le secteur immobilier, la Chine pourra mettre en place un marché national des droits à polluer comparable à celui développé en Europe depuis trois ans, et fondé sur le volontariat.

Ensuite, le gouvernement pourrait adopter une législation contraignante dès que les standards seront définis, la grande question restant alors celle de leur application par les gouvernements locaux, dont certains seront récalcitrants ou, en raison de la corruption,

« Dans le cas de l'environnement, la transformation de la Chine viendra d'un secteur privé très dynamique. »

chercheront toujours à limiter les coûts des constructions au détriment des normes de sûreté ou d'environnement.

Enfin, la Chambre de commerce pourrait distribuer les bons points pour les entreprises qui adopteraient les nouvelles normes, de manière incitative, afin d'exercer une pression forte sur celles qui n'évoluent pas et de développer la conscience écologique des acquéreurs. Mais le rôle de la Chambre de commerce pourrait être encore plus important. Celle-ci pourrait ainsi consacrer ses fonds au financement de projets « verts ». Elle pourrait aussi exiger que les cotisations des entreprises soient payées non en argent mais en réductions d'émissions. Elle pourrait, enfin, intervenir en fournissant des certificats aux projets « verts » afin que ceux-ci obtiennent des prêts bancaires.

La délégation aux professionnels de la régulation de leur propre activité selon des normes environnementales que ceux-ci contribuent à élaborer témoigne d'une approche de la prise de décision politique plus complexe qu'un simple mouvement allant du haut vers le bas. Mais l'enjeu de la construction des standards dépasse la politique intérieure chinoise, et offre un éclairage nouveau sur le comportement de la délégation chinoise à Copenhague. Sans justifier cette position, il permet de mieux comprendre les ressorts profonds d'une dynamique insensible aux pressions internationales qui est celle de la problématique de l'environnement en Chine. Rien ne permet pourtant d'affirmer que les initiatives innovantes de promoteurs immobiliers tentés par les profits « verts » seront suffisantes pour juguler la progression des émissions de gaz à effet de serre liée au boom de la construction immobilière en Chine. Mais, en l'absence d'un appareil statistique précis, rien ne permet non plus pour l'instant de l'exclure.



3. Taxe carbone : un état des lieux du débat

THOMAS VENDRYES

SOURCES :

- Xiong Jianfeng¹³, « Controverse de spécialistes sur la taxe carbone : la Chine peut-elle supporter ce poids ? », *Diyi caijing ribao - China Business News*, 16 octobre 2009.
- Tan Yao¹⁴, « Quel système de taxation du carbone la Chine doit-elle mettre en place ? », *Zhongguo jingji bao*, 27 octobre 2009.
- Fan Gan¹⁵, Liu Chunyan¹⁶, Sun Lijian¹⁷, « Le moment pour la Chine de taxer le carbone est déjà arrivé », *Guoji jinrong bao* n° 8, 13 octobre 2009.
- Équipe de recherche « Taxe carbone » de l'Institut de recherche sur la science fiscale, « Possibilité de mettre en place une taxe carbone en Chine », *21 Shiji jingji baodao*, 16 juillet 2009.

13 Journaliste.

14 Membre du groupe de travail sur le réchauffement climatique et le mécanisme de développement propre du Centre des relations internationales du ministère de la Protection de l'environnement.

15 Économiste, professeur à l'Académie de sciences sociales de Chine (CASS).

16 Professeur à la faculté de droit de l'université Tongji (Shanghai).

17 Professeur de finance à l'université Fudan (Shanghai).

En 2007, la Chine est devenue le premier pays émetteur de gaz à effet de serre. En 2009, elle a engagé un assez vaste débat concernant l'éventuelle mise en place d'une taxe carbone (碳税, *tanshui*). Différentes administrations, notamment au sein des ministères des Finances et de la Protection de l'environnement, ainsi que divers chercheurs, se sont prononcés sur la nécessité, la faisabilité ainsi que les modalités de mise en œuvre d'une telle taxe, dans un contexte marqué par la préparation de la conférence sur le changement climatique organisée par les Nations unies à Copenhague en décembre 2009.

Représentants de l'État et intellectuels semblent unanimes : il faut agir pour réduire ces émissions (减排, *jianpai*). Ce consensus serait motivé par les pressions internationales. Pour Tan Yao, afin d'apparaître comme un « membre responsable de la société internationale », la Chine doit porter sa part du fardeau de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Mettre en place, de manière unilatérale, une taxe carbone lui conférerait une meilleure position lors des négociations internationales sur le réchauffement climatique, et, de manière générale, renforcerait sa crédibilité sur la scène mondiale.

De manière plus immédiate, la principale incitation à la mise en place de la taxe carbone reste la menace, brandie par les États occidentaux, d'instaurer une « taxe carbone aux frontières » (碳关税, *tan guan shui*), dont le principe a été validé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Xiong Jianfeng, Tan Yao, Fan Gan et Liu Chunyan y font tous référence. Mais, s'il est dorénavant possible, en établissant des droits de douane différenciés, de discriminer les importations venant de pays où les contraintes environnementales sont plus légères que dans le pays qui importe, la « double imposition » (双重征税, *shuangchong zhengshui*) reste interdite. Dès lors, la vivacité du débat sur la taxe carbone se comprend

mieux : en taxant son propre carbone, la République populaire de Chine empêche ses principaux partenaires commerciaux de le faire eux-mêmes et d'utiliser ce prétexte pour freiner les exportations chinoises. Cette stratégie est clairement considérée comme une « contre-attaque » (反击, *fanjī*) mise en œuvre face aux pressions internationales ; la Chine doit être prête à frapper en premier pour l'emporter (先下手为强, *xian xiashou weiqiang*), comme le dit Fan Gan. Les préoccupations de diplomatie environnementale ont donc nettement pris le pas sur les préoccupations environnementales proprement dites.

Cette tension a conduit à l'émergence d'un consensus favorable à la mise en place rapide d'une taxe carbone, à l'assiette et au taux dans un premier temps restreints puis peu à peu augmentés. L'équipe de recherche « Taxe carbone » de l'Institut de recherche sur la science fiscale insiste sur cette nécessaire graduation de l'extension de la taxe carbone, pour que l'ajustement du système économique chinois puisse se faire sans trop de heurts. Cette équipe recommande de fixer le montant initial de cette taxe à 10 yuans par tonne de carbone, peut-être dès 2012-2013, pour l'augmenter progressivement par la suite, au fur et à mesure du développement du pays. Le rapport final de l'Institut, analysé par Xiong Jianfeng, préconise la mise en place de cette taxe dès 2010, pour un montant compris entre 20 et 100 yuans par tonne, avec pour objectif de le doubler d'ici 2030. Par comparaison, toujours selon Xiong Jianfeng, l'ordre de grandeur du prix d'une tonne de CO₂ sur le marché chinois des crédits carbone, dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP) du protocole de Kyoto, se situe aux alentours de 6 dollars. Autre point de comparaison : au sein de l'Union européenne, dans le cadre du marché des droits à polluer, la tonne de carbone s'échange, début 2010, aux alentours de 10 euros, tandis que la taxe carbone mise en place en Suède s'élève à 27 euros.

Cette mise en place progressive de la taxe carbone en République populaire devrait donc en réduire les effets négatifs ; mais ses conséquences globales restent encore discutées. L'Institut de recherche sur la science fiscale, suivi sur ce point par Xiong Jianfeng, semble particulièrement optimiste. Même au plus haut niveau proposé, 100 yuans la tonne, le coût de cette mesure ne devrait pas dépasser les 0,5 % du PIB, sans même prendre en compte les effets bénéfiques d'une telle taxe, notamment la réorientation des investissements du secteur de l'énergie vers les industries émergentes. Il est vrai qu'une grande partie du caractère apparemment indolore de cette taxe provient du fait que celle-ci est destinée, comme ses équivalents en Europe, à agir sur la structure des prix et non sur les revenus. Il s'agit de renchérir le carbone, sans appauvrir les agents économiques. Le produit de la taxe est donc appelé à être redistribué, d'une manière ou d'une autre, ce qui nécessite un choix politique qui est loin d'être facile à établir, ainsi que le souligne Tan Yao. Il peut être directement utilisé par l'État sous forme d'investissements publics, comme le note Xiong Jianfeng, ou bien servir à réduire la pression fiscale reposant sur les ménages et les entreprises, en ciblant les plus défavorisés, comme le rappellent Tan Yao et Fan Gang.

A l'opposé, les sceptiques, comme Cai Fang ou Sun Lijian, soulignent que l'expérience des pays occidentaux permet certes d'établir que, chez eux, les conséquences de l'instauration d'une taxation du carbone a des conséquences relativement indolores, voire positives. Mais ils expliquent dans le même temps que la situation de la Chine est très différente. La République populaire n'en est encore qu'à un premier

« La principale incitation à la mise en place de la taxe carbone reste la menace, brandie par les Etats occidentaux, d'instaurer une 'taxe carbone aux frontières'. »

stade de développement. Son industrie et son économie sont encore très dépendantes de l'industrie lourde et du secteur énergétique. Par ailleurs avec 900 millions d'actifs, l'emploi doit rester une des premières préoccupations. Or, comme le rappelle Cai Fang, cité par Xiong Jianfeng, le système économique chinois ainsi que le niveau d'éducation moyen et l'état des technologies disponibles ne permettent pas d'espérer que la taxation du carbone aboutisse à la création de nombreux « emplois verts ». Selon lui, les politiques de réduction des émissions auraient coûté, pour les seules années 2004-2007, 370 000 emplois. Enfin, la taxation du carbone pose un vrai problème distributif. Sur quels agents économiques

la taxe doit-elle porter, lesquels faudra-t-il dédommager ? Comme le montre Tan Yao, faire peser cette taxe directement sur les consommateurs serait probablement impopulaire ; mais si ce sont les grandes entreprises du secteur énergétique qui sont mises à contribution, celles-ci auront très probablement les moyens, du fait de leur position dominante, d'en reporter la charge sur leurs clients, petites entreprises ou particuliers. Par ailleurs, si la mise en place de la taxe carbone n'est pas accompagnée d'une véritable politique de redistribution, elle risque d'aggraver les déséquilibres régionaux du développement chinois. En effet, ce sont les régions actuellement les plus développées qui sont le mieux à même de saisir les opportunités et de profiter des incitations d'une telle taxation, tandis que les provinces du centre et de l'Ouest, plus dépendantes de l'industrie lourde et du secteur de l'énergie, sont susceptibles de payer une lourde contribution.

Sous la menace de l'arme commerciale, la Chine semble donc sur le chemin de l'adoption d'une taxe carbone. La mise en place en serait progressive, et s'échelonnerait probablement jusqu'en 2030. Cependant, bien des points restent à éclaircir, et notamment le plus crucial d'entre eux : le partage de l'effort nécessaire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre entre les acteurs économiques nationaux.



4. La course aux technologies de l'environnement

GAËLLE BRILLANT

SOURCES :

- Sun Bing, « Les conséquences des accords de Copenhague pour les grandes industries », *Zhongguo jingji zhoukan*, 25 janvier 2010.
- « Les opportunités d'investissement post-Copenhague », *Shiji zhengquan*, Century Securities, rapport d'étude. 29 janvier 2010.

La diplomatie chinoise a joué un rôle clef afin que, à l'issue du sommet de Copenhague, les différents pays participants adoptent le principe des « responsabilités communes mais différenciées ». Sans accord contraignant, les pays en développement, dont la Chine affirme faire partie, peuvent mettre en œuvre leur propre politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre de manière indépendante. Le Premier ministre Wen Jiabao a souligné, à l'issue du sommet : « Les objectifs (chinois) n'ont été soumis à aucune condition et n'ont été comparés à ceux d'aucun autre pays. Nous honorerons nos promesses par des actions concrètes. Quel que soit le résultat de la conférence, nous nous engagerons complètement à réaliser ou même à dépasser ces objectifs ». Malgré l'échec du sommet,

les initiatives se multiplient, en Chine, en faveur des technologies propres, et le gouvernement adopte des politiques incitatives pour faciliter leur développement.

Avant le sommet de Copenhague, la loi sur les énergies renouvelables de 2006 avait déjà représenté une avancée juridique importante pour encadrer le développement durable en Chine. Cette loi a été amendée le 31 décembre 2009 et entrera en vigueur en avril 2010. Le texte détermine les différents types d'énergies renouvelables, réitère les exigences de la planification internationale et établit une feuille de route pour la production croissante d'énergies renouvelables dans le pays. Le nouvel amendement prévoit également la création de fonds spéciaux de l'État pour le développement des énergies renouvelables.

Cette avancée juridique doit être interprétée comme un signe de soutien politique fort apporté aux entreprises et à la recherche chinoises en ce domaine. Selon le docteur Sun Youhai, membre du Comité consultatif national de l'environnement et vice-président de l'Université chinoise de sciences politiques, la Chine doit absolument se développer dans ce domaine si elle souhaite confirmer son statut de grande puissance.

Cependant, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, il faut pouvoir en déterminer précisément le volume. La mise en place de standards de mesure des émissions de gaz à effet de serre est en théorie un problème scientifique. Dans les faits, cependant, leur détermination est devenue un problème politique à l'échelle nationale et internationale. Il existe aujourd'hui une grande variété d'indicateurs. Pour le calcul des émissions, la Chine élabore ses propres normes. Ce processus est en cours. Cependant, le *Zhongguo jingji zhoukan* se plaint de l'influence que les entreprises étrangères cherchent à exercer auprès des autorités pour l'adoption

de leurs propres systèmes de calcul des émissions. Il ajoute que par ailleurs la vaste majorité des mécanismes de développement propre (*clean development mechanism, CDM*) de Chine ont été développés par des entreprises étrangères. Selon lui, le sommet de Copenhague constituerait un progrès dans la perspective d'une adoption d'un standard de mesures international que l'Organisation internationale de la normalisation (International Organization for Standardization, ISO) est en train de l'établir. Cependant, les pays en développement craignent que ces normes deviennent un obstacle au commerce responsable : plusieurs États ont déjà adopté une taxe carbone et les États-Unis réfléchissent à une taxe à l'importation pour les produits fabriqués selon un processus trop émetteur en carbone.

Le contrôle des technologies vertes est donc devenu un enjeu pour la compétition internationale. Or, selon le docteur Sun Youhai, si les pays développés sont affaiblis par la crise économique internationale, ils contrôlent déjà de nombreuses technologies, comme par exemple la capture et séquestration du CO₂ (*carbon capture and storage, CCS*¹⁸). S'ils sont capables de vendre ces technologies, ils seront donc en mesure de sécuriser une position dominante dans un secteur très porteur. La Chine doit donc se montrer active dans ce secteur: notons cependant que son rattrapage technologique dans le secteur énergie / environnement est rapide

Peu avant le sommet de Copenhague, Pékin a annoncé des engagements unilatéraux que la presse chinoise a salués : diminuer la consommation d'énergie en unité de PIB de 40 % à 45 % en 2020 par rapport aux chiffres

18 Technologie qui permet d'isoler le CO₂ des autres gaz émis, de la capturer puis de le stocker sous terre. La Chine est très active dans ce domaine, participant à des coopérations avec les États-Unis, l'Union Européenne, etc.

de 2006¹⁹. De plus, l'utilisation d'énergies non-fossiles devrait augmenter de 15 % dans la même période. Ces objectifs opérationnels vont au-delà de la feuille de route de Bali²⁰. Le gouvernement chinois a également jeté des bases juridiques solides pour encourager le développement de l'industrie du développement durable et des énergies renouvelables (loi de 2006 et son amendement mentionnés précédemment).

Le potentiel de développement varie selon les technologies et les secteurs. Ceux qui bénéficient d'un soutien politique fort vont se développer rapidement à court terme. Parmi ceux-ci, les investissements dans des secteurs possédant déjà un avantage technologique seront probablement les plus intéressants. Selon le rapport de Century Securities, les secteurs les plus porteurs dans un avenir proche sont : l'automobile (véhicules propres), le nucléaire, le smart grid (informatisation du réseau électrique) ainsi que la catégorie vague des nouvelles industries de la protection environnementale et du développement durable.

« La Chine doit absolument se développer dans ce domaine si elle souhaite confirmer son statut de grande puissance. »

Nous allons nous attarder sur quelques technologies du secteur énergie/environnement dans laquelle la Chine investit :

- Le charbon constitue de loin la première source d'énergie (et devrait le rester selon la plupart des études) : plus de 78 % de la production d'électricité provient des centrales thermiques, la plupart fonctionnant au charbon. La technologie de l'Integrated Gasification Combined Cycle (IGCC)²¹, constitue un moyen de produire de l'électricité en réduisant les émissions, mais elle ne bénéficie pas encore d'un fort soutien politique, et la technologie doit encore être importée. A l'heure actuelle, la Chine reste au stade de projets pilotes de démonstration. La Chine investit également massivement dans le CCS (déjà évoqué).
- Les technologies des véhicules propres attirent également d'importants investissements. Les voitures électriques, hybrides, solaires, à piles combustibles, les moteurs à hydrogène et autres (dispositif de stockage haute performance, diméthyléther...) devraient se développer très rapidement. Qui dit développement de nouveaux modèles dit également développement de toute la chaîne industrielle correspondante : systèmes de gestion des piles, systèmes de contrôle, chaînes de montages, etc. Depuis le 1^{er} juillet 2009, une réglementation officielle précise les normes de construction des véhicules propres et les essais à

19 Il existe une corrélation parfaite entre la croissance du PIB, la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.

20 Conférence sur le climat de Bali, en 2007.

21 Transformation du charbon en gaz synthétique tout en créant de l'électricité.

valider. Le développement des voitures électriques dépend étroitement de celui des infrastructures, en particulier des stations de recharge. Les deux compagnies nationales de distribution et de transmission (la State Grid et la China Southern Power Grid) cherchent à développer ce réseau. Le ministère des Sciences et Technologie a aussi lancé une initiative pour le développement d'un réseau de véhicules propres (principalement électriques) dans 13 villes.

- La construction de centrales nucléaires s'accélère dans tout le pays. Si les constructions de centrales suivent le rythme prévu, d'ici dix ans, la Chine disposera du premier parc mondial de centrales nucléaires. Pourtant, en 2008, avec 1,3 %, le nucléaire ne représente qu'un faible pourcentage de la production totale d'électricité en Chine par rapport à la moyenne mondiale, 17 %²². Le gouvernement chinois souhaite développer le nucléaire car il estime que celui-ci est une énergie propre dont la capacité peut répondre aux besoins des industries. Le gouvernement chinois a pour projet de construire de nombreux réacteurs d'ici 2016, pour une capacité de mise en service de 51,63 millions de kW ; pour 2020, l'objectif est une capacité de 75 millions de kW.
- Le gouvernement cherche à développer les énergies renouvelables. Pour l'heure, d'importants projets ont vu jour en Mongolie Intérieure (projet de ferme solaire de 2GW, en co-investissement avec l'Américain First Solar) et dans la province du Gansu (20GW prévus pour l'éolien). En matière d'énergie solaire, la Chine

est devenue l'un des leaders mondiaux mais elle exporte cependant la majeure partie de sa production (voir la société Suntech ou encore Skysolar qui présente l'originalité de ne développer des projets qu'à l'étranger).

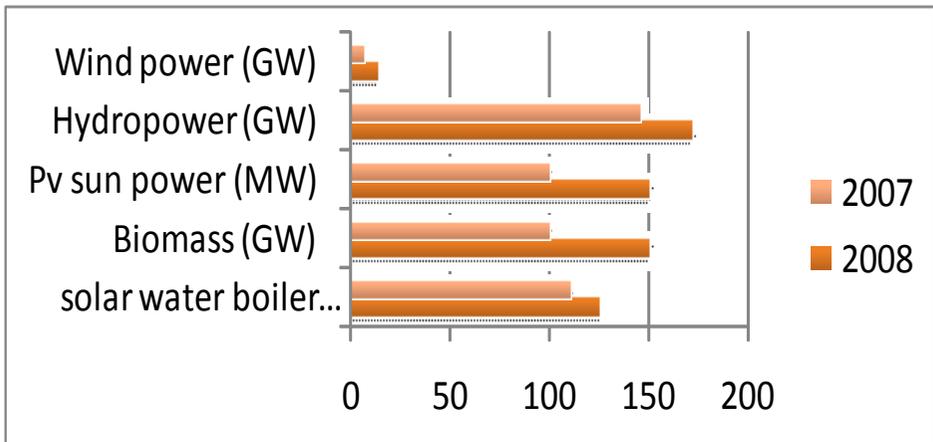
- La prévention contre la pollution des eaux a aussi été mise en avant et des projets ont été commandés pour contrôler la pollution de plusieurs lacs, rivières et bassins, comme le réservoir des Trois Gorges. Actuellement, 785 projets sont en cours. Le traitement des eaux usées est aussi un objectif majeur. Les capacités d'épuration des eaux domestiques en zone urbaine doivent dépasser les 100 millions de tonnes par jour à la fin du 11^e plan quinquennal. La construction d'installations de traitement des eaux usées a coûté plus de 400 milliards de yuans. Par ailleurs, le traitement du gaz va s'avérer nécessaire en raison des stocks limités, et le traitement des déchets solides devrait vite s'accroître : le 11^e plan quinquennal a prévu d'investir 210 milliards de yuans pour le traitement des déchets solides. A l'heure actuelle, la Chine manque d'infrastructures ; mais ce problème devrait être résolu très rapidement.
- Enfin, les réseaux intelligents, dits « smart grids », modernisent le réseau électrique. Celui-ci sera adapté aux énergies renouvelables et permettra aux consommateurs de programmer et de moduler leur consommation en fonction de leurs besoins et de leurs coûts. Dans ce domaine, la recherche menée en Europe et en Amérique du Nord est à la pointe de la technologie, ces pays étant suivis de près par le Japon, l'Australie et l'Inde. La Chine est en retard dans ce secteur.

22 Maximum en France avec 76,8 %.

La State Grid Corporation avait annoncé un plan de développement pour 2009. La construction d'un réseau intelligent se fera en étapes progressives en Chine : planification et projets pilotes (2009-2010), construction globale après cinq ans de mise à niveau (2011-2015) ; la fin des travaux est prévue en 2020.

- Mentionnons enfin les réussites chinoises dans le secteur de l'efficacité énergétique. L'intensité énergétique par point de PIB dans les industries lourdes a diminué de plus de 15% durant le 11ème Plan Quinquennal et les autorités cherchent à développer les bâtiments énergétiquement efficaces (voir article de ce numéro).

Ainsi, le sommet de Copenhague a à la fois un impact important et durable. La consommation d'énergie la Chine devrait très prochainement dépasser celle des États-Unis. L'ensemble de l'industrie chinoise doit à présent saisir cette grande opportunité de développement, de recherche et d'investissement. En conclusion, les investissements dans les technologies du développement durable et des énergies renouvelables ne font que commencer. C'est un enjeu stratégique non seulement pour la puissance chinoise, mais également à l'échelle de la planète, dont la Chine sera l'un des principaux acteurs.



Graphique : la croissance des énergies renouvelables en Chine

Attention, par souci de lisibilité, l'énergie solaire est notée en MW et non en GW.

Source : Energy Research Institute (NDRC)

REPÈRES

5. La lutte contre la mafia à Chongqing, une campagne électorale en vue du 18^e Congrès ?

FRANÇOIS SCHICHAN

SOURCE :

– Luo Bing, « Lutte contre les mafias et XVIII^e Congrès : la mise en scène de la faction des princes », *Chengming*, janvier 2010, n° 387.

La lutte contre les mafias est devenue, en quelques mois, un thème majeur sur la scène politique chinoise, auquel le mensuel hongkongais *Chengming* propose d'appliquer, à son habitude, la grille de lecture de la lutte de pouvoir au sein du Parti. En proposant, à l'été 2009, un ambitieux plan d'action, Bo Xilai, actuel secrétaire du Parti à Chongqing, est parvenu à imposer son calendrier et ses thèmes politiques à tous ses rivaux potentiels (He Guoqiang, Wang Yang, Xi Jinping)²³. C'est précisément les conséquences de cette inscription dans le cadre national du débat concernant la lutte contre les mafias qu'analyse cet article de *Chengming*. En effet, plusieurs cadres et hauts responsables de l'État et du Parti ont pour point commun d'avoir travaillé à la municipalité de Chongqing

²³ Voir François Schichan, « Bo Xilai, la lutte contre la corruption à Chongqing et le XVIII^e Congrès de 2012 », *China Analysis*, septembre-octobre 2009, n° 25.

au cours de leur carrière : He Guoqiang²⁴, Wang Yang²⁵ et Bo Xilai. En décidant de s'attaquer frontalement aux mafias de Chongqing, Bo Xilai a délibérément mis en évidence la faiblesse du bilan de ses prédécesseurs en la matière. Pour *Chengming*, le plan d'action de Bo Xilai doit s'analyser à l'aune des échéances politiques de 2012. Tout en renforçant son image d'homme d'État capable de s'attaquer à un problème qui gangrène la société, l'État et le Parti, celui-ci a également renforcé sa popularité au sein de l'opinion publique, grâce à des techniques de communication qui révolutionnent la sphère politique chinoise²⁶, pourrait-on ajouter à l'article de *Chengming*. L'analyse de la publication hongkongaise montre donc que la lutte contre les mafias constitue un véritable thème de campagne, devant la gestion des conséquences de la crise financière mondiale, dans la perspective du renouvellement des plus hautes instances du Parti en 2012.

Les réactions successives du bureau politique du Comité central mettent en évidence l'ampleur des remous provoqués par le lancement du plan de lutte contre les mafias à Chongqing. Pour la troisième fois, le bureau politique a en effet ordonné l'arrêt des conflits internes au Parti (停止内战 *Tingzhi neizhan*).

24 He Guoqiang (贺国强), né en 1955, est membre permanent du bureau politique depuis 2007. Il a également la responsabilité de la discipline au sein du Parti. Il est membre de la « faction » menée par Jiang Zemin.

25 Membre du bureau politique depuis 2007, Wang Yang (汪洋) est actuellement secrétaire du Parti dans la province du Guangdong. Il a été secrétaire du Parti à Chongqing entre 2005 et 2007. Il est proche de Hu Jintao.

26 Bo Xilai renouvelle la communication politique : il utilise les méthodes traditionnelles en leur donnant une ampleur inégalée (cf. notamment le procès anti-mafia, très médiatisé, prenant parfois une allure romanesque), tout en développant de nouveaux modes de communication (cf. l'envoi de 14 millions de SMS lors du 60^e anniversaire de la fondation de la République populaire).

Ce dernier rappel à l'ordre comporte une disposition d'une importance particulière : l'ensemble des rapports ou dénonciations de cadres de niveau provincial ou ministériel, ainsi que ceux concernant des membres du bureau politique, y compris les cadres à la retraite, seront désormais directement traités par le secrétariat du Comité central (中央书记处 *Zhongyang shujichu*). Selon *Chengming*, celui-ci aurait reçu depuis mai 2009 plusieurs milliers de rapports et de lettres de dénonciation mettant en cause de hauts responsables du Parti (membres du bureau politique, du Comité central, gouverneurs de province, responsables à la retraite, etc.).

Un premier rappel à l'ordre avait été émis par le bureau politique en septembre 2009, lors du quatrième plénum du Parti. Selon les informations de *Chengming*, le contenu de cette injonction était dépourvu d'ambiguïté quant à la nature des conflits qui affectent le Parti : obligation de se conformer aux orientations du Comité central relatives à la stratégie de lutte contre les mafias, interdiction de dénoncer publiquement les noms des hauts responsables soupçonnés de collusions avec les groupes mafieux ou de diffamer ces responsables.

Ces injonctions émises au plus haut niveau du parti reflètent le climat de tension extrême existant entre les prétendants se positionnant pour le XVIII^e Congrès du Parti. De nombreux hauts dirigeants ont quelque chose à gagner – mais aussi, et le plus souvent, à perdre – sur le terrain de la lutte contre les mafias.

Ainsi, rapporte *Chengming*, le bureau politique a freiné les projets de Liu Yunshan²⁷, l'actuel

27 Liu Yunshan (刘云山) né en 1947, est membre du bureau politique du Comité central et ministre de la Propagande depuis 2002. Il a effectué une partie de sa carrière dans la province de Mongolie intérieure, toujours à des postes relatifs à la propagande du Parti. Il avait déjà occupé les fonctions de ministre de la Propagande entre 1993 et 1997.

ministre de la Propagande, qui prévoyait d'organiser un forum national d'évaluation des politiques menées contre les groupes mafieux. He Guoqiang, membre permanent du bureau politique et ancien secrétaire général du Parti à Chongqing, régulièrement soupçonné de collusion ou, du moins, de faire preuve de mansuétude à l'égard des groupes mafieux de la ville, aurait été l'un des responsables conviés à cette réunion. Ce qui aurait permis à Liu Yunshan de mettre en exergue la médiocrité du bilan de celui qui l'a remplacé à un poste de membre permanent du bureau politique lors du XVII^e Congrès.

De même, Zhou Yongkang, autre membre permanent du bureau politique, a lancé de multiples attaques contre les anciens dirigeants de Chongqing, toujours sur le terrain de la lutte contre les mafias. Son discours d'octobre 2009, prononcé devant de hauts cadres du système judiciaire, a provoqué une vague de protestation au sein du Parti : Zhou y dénonçait les caractéristiques communes des mafias dans les cinq provinces principalement concernées par le phénomène (Guangdong, Hubei, Chongqing, Henan, Shanxi) : présence des groupes mafieux au sein du Parti et de l'État, du département de la sécurité publique, des entreprises privées et publiques ; existence d'un véritable programme d'action visant à perpétuer l'influence des mafias au sein de ces institutions et à protéger leurs intérêts ; activités mafieuses dans tous les secteurs de la vie publique et économique ; et, surtout, existence de relais d'influence et de protection au sein même de ces institutions (保护伞 *Baohusan*). Ce dernier point a suscité l'ire des personnalités politiques en lice dans la perspective du XVIII^e Congrès et d'anciens responsables des cinq provinces concernées, notamment de la ville de Chongqing. Bo

Xilai, quant à lui, auréolé du succès politique et médiatique qu'il a acquis à Chongqing, se contentait d'observer l'incendie qu'il avait lui-même contribué à allumer et qui consumait la plupart de ses concurrents politiques.

D'autres attaques de ce type sont rapportées par *Chengming*. Si bien que la plupart des

« La lutte contre les mafias constitue un véritable thème de campagne dans la perspective du renouvellement des hautes instances du Parti en 2012. »

hauts responsables du Parti, jusqu'à certains membres permanents du bureau politique (Li Changchun, Li Keqiang), sont concernés par des accusations portant sur l'inefficacité de leur gestion du problème des mafias, voire sur leur collusion avec les groupes mafieux. En réaction, et après avoir constaté l'inefficacité de son premier rappel à l'ordre, le bureau politique a convoqué à Pékin, en novembre 2009,

les cadres provinciaux de ces cinq provinces afin de leur rappeler quelle est la discipline du Parti.

Après ces quelques mois de conflits, il apparaît, selon l'article de *Chengming*, que la plupart des dirigeants ont aujourd'hui intérêt à chercher l'apaisement. Ainsi, Hu Jintao, redoutant que ses principaux lieutenants perdent leur influence et leur crédibilité dans ces luttes internes, s'est impliqué dans la remise en ordre du Parti. De même, le maire et vice-secrétaire général du Parti à Chongqing, Wang Hongju, a été sommé par le Comité central de démissionner en raison de ses médiocres résultats concernant la politique de lutte contre les mafias, mais il n'a pas fait l'objet d'une procédure disciplinaire. Wang Yang, secrétaire du Parti à Canton, membre du bureau politique, a envoyé une délégation à Chongqing pour promouvoir la coopération économique entre les deux provinces et apaiser les responsables locaux en acquittant, selon *Chengming*, une « taxe du silence »

(封口费 *Fengkoufei*) sous la forme d'une subvention de 500 millions de yuans. Wang ne souhaitait pas, en effet, que son médiocre bilan à la tête de Chongqing, entre 2005 et 2007, soit regardé de trop près. Là encore, pour *Chengming*, la marque de Hu Jintao est perceptible : il s'agit de maintenir intact la réputation de ses proches, au premier rang desquels Wang Yang qui, selon les plans de Hu, devrait intégrer le Comité permanent du bureau politique lors du XVIII^e Congrès.

Ainsi, ces luttes internes, qui ont pour acteurs trois factions politiques rivales²⁸ et pour thème la lutte contre les mafias, constituent, selon *Chengming*, un « remake » du célèbre classique chinois 三国演义 (*Sanguoyanyi*, Histoire des Trois Royaumes). Le principal bénéficiaire de ces luttes internes semble demeurer Bo Xilai, le secrétaire général du Parti à Chongqing, qui a su imposer ce thème de campagne tant au sein du Parti que dans l'opinion publique. Bo en a retiré une forte popularité dans la population et au-delà des frontières de la Chine populaire²⁹. Mais, ce faisant, il s'est heurté à l'appareil du Parti et a suscité l'opposition des trois factions rivales. Le *Lianzhengliaowang* (廉政瞭望³⁰) souligne

28 Pour mémoire, les trois factions politiques sont : la faction des proches de Jiang Zemin (江家班 *Jiangjiaban*) ; la faction des proches de Hu Jintao (团派 *Tuanpai*) ; la faction dite des « fils de princes » (太子党 *Taizidang*), qui rassemble des descendants de hauts responsables historiques chinois.

29 La chaîne d'information CNN l'a placé sur la liste des personnalités les plus influentes d'Asie orientale en décembre 2009. Cette information a été relayée par *Le Quotidien du Peuple* (<http://wz.people.com.cn/GB/139029/10953112.html>, consulté le 25 février 2010).

30 Ce mensuel (dont le titre peut se traduire par « l'espoir d'un gouvernement intègre »), édité depuis 1988 dans la province du Sichuan, se décrit comme une « source d'inspiration » pour la lutte contre la corruption en Chine. Il devient, au début des années 2000, une revue nationale, soutenue par divers hauts cadres du Parti, dont Zhou Yongkang, membre permanent du bureau politique. Imprimé à quelque 100 000

le caractère exemplaire du combat contre les mafias mené à Chongqing. Dans son édition de février, Liu Yifei³¹ y tire des leçons quant au nécessaire renforcement de la lutte contre la corruption, notamment sur le plan du soutien populaire à la politique de répression. On constate de manière saisissante que la lutte contre les mafias, même si elle apparaît intimement liée à la lutte contre la corruption, a supplanté cette dernière dans les priorités de l'agenda politique chinois. Cette politique de répression contre les mafias a donc, sans doute, un autre objectif : détourner l'opinion publique du sujet trop sensible de la corruption au sein de l'État et du Parti, un domaine où les résultats de la politique de répression sont bien moins brillants. Ainsi, en quelques mois, plusieurs milliers de fonctionnaires et de cadres du Parti et de l'État ont été arrêtés et jugés (dont le chef du bureau de la justice et vice-chef de la sécurité publique, Wen Qiang).

La lutte contre les mafias constitue donc, selon l'analyse de *Chengming*, un véritable thème de campagne en vue du XVIII^e Congrès. Celui-ci a le double mérite d'impliquer les responsables politiques, en mettant en cause leur bilan, et de mobiliser l'opinion publique tant sur le plan local que national. En cela, ce combat constitue une originalité des luttes politiques internes au Parti dans la perspective d'un Congrès de renouvellement aussi important que celui de 2012. Bo Xilai et, dans une moindre mesure, Wang Yang (*cf. supra*) se sont particulièrement illustrés dans le cadre de manœuvres politiques habiles qui les placent en bonne position pour obtenir un siège de membre permanent du bureau politique, voire davantage. Mais, d'ici 2012, la route reste longue.

exemplaires, il s'adresse principalement aux cadres du Parti et aux fonctionnaires de l'État.

31 Liu Yifei (刘益飞) est professeur à l'école du Parti de Chengdu, et publie des articles relatifs à l'organisation et au fonctionnement du Parti dans de nombreuses revues spécialisées.



6. Chine/États-Unis : un hiver passager ?

MATHIEU DUCHÂTEL

SOURCES :

- Ren Jingjing³², « Le piège des hauts et des bas des relations sino-américaines, c'est la politique intérieure aux États-Unis », *Huanqiu shibao*, 12 février 2010.
- Liu Mingfu³³, « Les États-Unis sont-ils assez intelligents pour contenir la Chine ? », *Huanqiu shibao*, 8 février 2010.
- Mei Xinyu³⁴, « En sanctionnant les États-Unis, il ne faut pas se blesser soi-même », *Huanqiu shibao*, 11 février 2010.

Après l'échec de Copenhague et une première visite en Chine, en novembre, pendant laquelle il n'a rien obtenu, Barack Obama a décidé d'agir sur deux des dossiers les plus sensibles des relations sino-américaines :

32 Chercheur au centre de recherche sur la Chine contemporaine de l'Académie chinoise des sciences sociales.

33 Professeur à l'université nationale de la Défense ; il vient de publier « Un rêve chinois : une stratégie et un statut de grande puissance pour le monde post-américain » (中国梦：后美国时代的大国思维与战略定位).

34 Chercheur au centre de recherche du ministère du Commerce.

les ventes d'armes à Taïwan³⁵ et la réception du dalaï-lama à la Maison-Blanche. La question n'était pas de savoir si l'administration Obama cesserait de soutenir la capacité de dissuasion conventionnelle de Taïwan ou romprait avec l'habitude américaine de recevoir le chef spirituel du bouddhisme tibétain et le dirigeant du gouvernement en exil. Les causes respectives de Taïwan et des Tibétains jouissent aux États-Unis d'un soutien bipartisan et aucun Président ne peut s'y soustraire. Or au vu du nombre de dossiers sur lesquels l'administration américaine souhaite établir une coopération de la Chine, la question se posait donc plutôt dans les termes suivants : Pendant combien de temps Obama pourrait-il différer d'intervenir dans les dossiers concernant Taïwan et le Tibet ? A cet égard, le choix du moment de ces deux annonces n'a rien d'anodin. Il s'agit, pour Washington, de se montrer plus ferme envers la Chine, de lui montrer que les États-Unis n'abandonneront pas leurs principes pour obtenir une coopération bilatérale sur laquelle aucune avancée notable n'a de toute façon été obtenue.

Or, malgré l'évolution du rapport de force entre les deux pays dans le contexte de la crise, la réaction chinoise n'a été que légèrement plus virulente que par le passé. Pékin a certes évoqué des sanctions contre les entreprises impliquées dans les ventes d'armes à Taïwan (dont Boeing), et laisse planer le doute sur un éventuel report de la prochaine visite de Hu Jintao aux États-Unis. Alors que le

35 D'une valeur de 6,4 milliards de dollars, elles comprennent des batteries de missiles antimissiles Patriot PAC-3, des hélicoptères d'assaut Blackhawk, des missiles Harpoon, deux dragueurs de mines de classe Osprey, un terminal MIDS pour la construction du système intégré C4ISR de Taïwan. Sur le plan de l'équilibre stratégique entre les deux rives, ce dernier matériel est sans doute le plus significatif, Taïwan restant très vulnérable à une frappe chinoise de missiles, et les capacités d'antiblocus minier de Taïwan restant limitées. Pour plus de précisions, se référer à l'article d'Hubert Kilian dans ce numéro.

monde entier commentait le G2, il y a un an, la presse internationale s'interroge aujourd'hui sur l'entrée des relations sino-américaines dans un cycle de ripostes mutuelles, ou sur le fait que les dossiers de Taïwan et du Tibet pourraient « contaminer » d'autres sujets, en particulier celui de la prolifération (conférence de Washington à venir) et, plus précisément, la question de l'Iran, un pays dont la nucléarisation est, de fait, protégée par Pékin.

Ren Jingjing attribue la responsabilité de la dégradation des relations bilatérales à la politique intérieure américaine. Selon lui, les États-Unis sont le seul pays au monde dont la politique étrangère est soumise aux équilibres intérieurs au point de peu s'attacher à l'intérêt national supérieur qui consiste à construire des relations internationales cordiales. Washington prend toutes ses décisions de manière unilatérale, et ne consulte pas même ses alliés. Ce qui compte en particulier, c'est « l'honneur » (信誉, *xinyu*), et celui-ci a joué un rôle clef dans les décisions du Président américain envers Taïwan et la question tibétaine. Pour Ren Jingjing, la politique chinoise des États-Unis est le résultat de la collusion de deux éléments : les groupes d'intérêts que l'administration doit favoriser les uns après les autres, et l'agenda personnel du Président, marqué par sa volonté de laisser un héritage historique.

Il en résulte, selon Ren Jingjing, que l'agenda des relations sino-américaines est contrôlé par Washington : la Chine reste dans une position réactive. Face aux aléas incontrôlables qui gouvernent l'agenda de politique chinoise de Washington, Pékin n'a qu'une option : le pragmatisme « adaptatif » (实事求是, *shishiqiushi*)³⁶.

36 Traduction libre et adaptée au contexte de la phrase célèbre de Deng Xiaoping généralement traduite par « La pratique est le critère de la vérité ». La formule est intimement liée à l'esprit des réformes puisqu'elle désigne la ligne que Deng impose au Parti contre Hua Guofeng et son programme de poursuite

En pratique, la Chine doit adapter son ton aux actions des États-Unis et ne pas faire le gros dos face aux « provocations » (挑衅, *tiaoxin*) américaines, en se rappelant que les États-Unis ont plus besoin d'elle qu'elle n'a besoin d'eux. Par ailleurs, la Chine doit préparer à l'avance ses « marchandages » (讨价还价, *taojia huanjia*) pour éviter d'être prise au dépourvue lorsqu'une crise imprévue survient à la suite d'une action intempestive des États-Unis. Ren Jingjing ne précise pas ce point, mais il s'agit à l'évidence d'un reflet de la position chinoise qui veut que les dossiers ne peuvent être cloisonnés et qu'une forme de coopération de la Chine sur l'Afghanistan ou l'Iran devra être liée à des concessions américaines sur Taïwan ou le Tibet³⁷.

Ren Jingjing n'en est pas moins plutôt optimiste sur l'avenir des relations sino-américaines, car il croit que B. Obama aura de nouveau intérêt à porter la coopération sino-américaine à un niveau supérieur, pour des raisons de politique intérieure. Il est tenu en cela par le succès de la politique chinoise de George W. Bush, en particulier pendant son second mandat. Car, sur le fond, les relations sino-américaines, marquées par l'interdépendance, restent stables et caractérisées par une progression de la coopération. Par ailleurs, elles sont fondées sur un principe qui reste à l'œuvre, même si chacune des deux capitales ne le perçoit pas toujours bien : aucun des deux pays ne changera à cause de cette relation (你改变不了我, 我改变不了你, *ni gaibian buliao wo, wo gaibian buliao ni*).

Liu Mingfu, auteur d'un livre récent et très remarqué sur la stratégie de grande puissance de la Chine dans un monde post-américain, reprend ses thèses, qui demeurent ancrées dans un réalisme basique, centré sur la théorie

du maoïsme en 1978.

37 Ce point est débattu par les analystes, en particulier occidentaux, mais il est sous-entendu par Ren Jingjing.

de l'encerclement. Ses arguments sont connus, et il est surtout intéressant de noter la persistance de ce type de propos dans le débat public en Chine. En effet, s'ils ne cessent de s'exprimer avec virulence dans les forums de discussion étudiants, la communauté stratégique les reprend bien moins qu'il y a dix ans.

Pour Liu Mingfu, les États-Unis mènent déjà leur troisième guerre pour l'hégémonie mondiale. Après avoir écarté le Japon lors d'une guerre éclair et l'Union Soviétique lors d'une guerre d'usure, ils doivent désormais contenir l'émergence de la Chine, ce qui, selon Liu, demande bien plus d'intelligence et de sophistication. C'est dans ce sens qu'il analyse les tentatives américaines pour « coopter » la Chine en demandant sa coopération dans tous les grands dossiers internationaux. Pour Liu, certains chercheurs chinois encouragent Pékin à adopter une stratégie de « *free-riding* » (免费搭车, *mianfei dache*), en profitant de l'ordre américain pour avancer ses propres intérêts sans avoir à prendre en charge les coûts du maintien de cet ordre. De leur côté, pour consolider leur rôle de pilote du monde, les États-Unis ont désormais besoin d'un copilote chinois. Mais, pour Liu Mingfu, ce qui est en jeu du côté américain, ce n'est pas la coopération mais bien la compétition. Dans ce sens, les décisions récentes sur le dalaï-lama ou Taïwan n'ont aucun sens particulier ; elles s'inscrivent dans une longue liste de mesures destinées à affaiblir la Chine et, surtout, dans le cadre d'une vaste stratégie visant à écartier la Chine de la conduite des affaires du monde.

Mei Xinyu se positionne dans le débat relatif aux sanctions contre les entreprises américaines concernées par les ventes d'armes à

Taïwan. La Chine doit-elle craindre pour ses propres intérêts (自伤八百, *zishang baba*) ? La réponse est négative, car la Chine est aujourd'hui assez puissante pour sanctionner des entreprises appartenant à des pays développés sans prendre de risques. L'expérience le montre d'ailleurs assez ; sans donner d'exemple précis, Mei Xinyu souligne que toutes les entreprises étrangères sont prêtes à admettre d'importantes concessions pour pénétrer le marché chinois, ou pour y consolider leur position, ce qui donne aux dirigeants

chinois des leviers très appréciables.

Mei Xinyu dresse ainsi une liste des objectifs à atteindre, qui peut s'interpréter comme un manuel théorique de la sanction efficace. Primo, une bonne sanction ne saurait être ponctuelle ; elle doit s'attaquer à la position qu'une entreprise occupe dans son secteur d'activité. Secundo, une bonne sanction doit être différenciée selon les cas : elle doit frapper en priorité les entreprises dont les dirigeants ou les cadres « soutiennent sur le fond la division de la Chine » (极力主张中国分裂主义势力, *jili zhuzhang Zhongguo fenliezhuyi shili*), et non ceux qui espèrent sincèrement la réconciliation entre les deux rives du détroit de Taïwan.

Mei Xinyu s'attache ensuite à démontrer que les sanctions sont légales du point de vue du droit international. L'article 21 des accords du General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Gatt) prévoit en effet une clause d'exception pour les cas impliquant la sécurité nationale : celle-ci peut être invoquée dans le cas de Taïwan. C'est son seul argument juridique, puisque les deux autres sont d'ordre politique : la Chine reste souveraine et peut agir comme elle le souhaite et, d'ailleurs, ce sont les pays

« La presse internationale s'interroge aujourd'hui sur l'entrée des relations sino-américaines dans un cycle de ripostes mutuelles. »

occidentaux qui ont instauré la pratique des sanctions contre des entreprises étrangères.

Il reste que la Chine a besoin de la concurrence entre Boeing et Airbus pour pallier la faiblesse de sa propre industrie aéronautique et approvisionner un marché en pleine explosion. En outre, les autres entreprises américaines impliquées dans les ventes d'armes à Taïwan (Sikorski, Lockheed Martin et Raytheon) n'ont, en Chine, que des activités marginales, du fait des restrictions très sévères qui encadrent les transferts de technologies militaires ou duales, des États-Unis vers la Chine. Les menaces de Pékin seront donc d'autant plus difficiles à mettre à exécution que le marché taïwanais, dans ces conditions de rivalité stratégique sino-américaine, reste très attractif pour les entreprises américaines d'armement, que la Chine n'a pas encore les moyens de sanctionner sur d'autres marchés.

Alors que ces ventes d'armes exercent un impact très limité sur l'équilibre militaire dans le détroit, qui demeure à l'avantage de l'Armée populaire de libération depuis le milieu des années 2000, la vraie question stratégique, dans le cadre du triangle Chine/États-Unis/Taïwan, se pose autour d'une vente éventuelle d'une soixantaine de chasseurs F-16 C/D, que Taïwan demande depuis plusieurs années, et que l'administration Obama serait en train d'examiner. Nul doute que la menace de sanctions commerciales dont Lockheed Martin fait l'objet ne pèsera pas dans cette décision. En revanche, l'équilibre stratégique global sino-américain sera le facteur décisif.



7. Le bras de fer entre Google et la Chine

CANDICE TRAN DAI

SOURCES :

- Wang Ganwu, « Comment le retrait de Google de Chine est devenu une question politique », agence Xinhua, 27 janvier 2010.
- Xu Kaibin, « Google joue une farce sournoise au sujet de son départ », *Zhongguo qingnianbao (China Youth Daily)*, 26 janvier 2010.
- Gao Ren, « Si Google se retire du marché chinois, ce ne sera pas pour des raisons de politique et de morale », *Huanqiu shibao - Global Times*, 16 janvier 2010.
- Fang Zhouzi, « Il ne faut pas laisser la Chine devenir une île isolée de l'Internet », *Huanqiu shibao - Global Times*, 18 janvier 2010.
- Wang Lei, « À qui est dommageable le départ de Google de Chine ? », *Jingqi guanchawang (Economic Observer)*, 15 janvier 2010.
- « Google doit s'armer de patience », *Jingqi guanchawang (Economic Observer)*, 16 janvier 2010.
- Zhong Sheng, « S'agit-il de défendre la liberté ou l'hégémonie ? », *Renmin ribao (Le Quotidien du peuple)*, 26 janvier 2010.

Alors que, à la suite de l'annonce faite par Google de son éventuel retrait du marché chinois, les spéculations allaient bon train, Sergey Brin, le cofondateur de Google, a fini par préciser, lors d'une interview donnée dans le cadre de la conférence Technology Entertainment Design (TED) 2010 qu'il « voulait trouver un moyen de vraiment travailler dans le cadre du système chinois et apporter plus d'informations et de meilleures informations ». En outre, il a indiqué avoir conscience que le chemin restait semé d'embûches ; il a ajouté : « Peut-être que ce ne sera pas possible dans l'immédiat, mais dans un an ou deux, peut-être »³⁸. Si l'on en croit cette interview, le retrait éventuel de Google du marché chinois ne serait plus vraiment d'actualité ; tout au moins, Google privilégierait la négociation à la confrontation. Reste que la menace brandie par Google a suscité, en Chine, un véritable débat opposant les « pro » et des « anti » Google, qui se sont les uns et les autres exprimés tout autant dans la presse que dans les forums de discussion.

Les partisans de la « résistance » menée par Google brandissent souvent l'argument de la nécessité d'une plus grande ouverture de la Chine sur le monde, ouverture rendue de surcroît nécessaire du fait de la volonté de puissance qui est celle de la Chine, qui doit désormais pouvoir s'insérer dans la communauté internationale en respectant les règles du jeu. Le *Huanqiu Shibao* ouvre par exemple ses colonnes à Fang Zhouzi³⁹. Celui-ci estime que

le retrait de Google conduirait non seulement la Chine à devenir un « îlot déconnecté » (中国将成为互联网的一个孤岛, *Zhongguo jiang chengwei hulianwang de yige gudaο*) des avancées du reste du monde dans le vaste domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) mais aussi que, si ce retrait se concrétisait, la Chine serait perdante en termes de stimulation de ses propres capacités d'innovation. Cette opinion est à mettre en perspective avec le discours de l'ancien directeur financier de Baidu, Shawn Wang⁴⁰, qui avait affirmé, en 2006, que la dépendance de la Chine à l'égard des importations des technologies étrangères diminuerait avec le temps et que la population chinoise privilégierait la technologie locale. Par ailleurs, Fang Zhouzi estime que, en Chine, le manque d'ouverture et le contrôle de la Toile s'avèrent contreproductifs dans le cadre de la politique d'appel au retour des Chinois de l'étranger. Dans leur pays de résidence, ces derniers sont habitués à utiliser une multitude de services sur l'Internet tels que Facebook, Twitter, Youtube, Wordpress, IMDb, autant de plateformes web qui ne sont pas facilement accessibles en Chine et qui, selon Fang Zhouzi, ne contribuent pas à encourager le retour au pays de populations dont la Chine a encore besoin pour la poursuite de son développement économique. A ce sujet, d'aucuns estiment *a contrario* que le blocage de l'accès à ce type de plateforme est largement compensé par l'existence de leurs versions chinoises (Kaixin, Weibo, Youke, etc.) ; bien qu'ils soient malgré tout assez différents de Google, ces moteurs de recherche présentent l'avantage de la proximité culturelle puisqu'ils utilisent la langue chinoise.

38 La transcription de l'intervention de Sergey Brin lors de la conférence TED 2010 est disponible en anglais à l'URL suivante : <http://searchengineland.com/liveblogging-sergey-brin-talking-china-at-ted-36106>.

39 Fang Zhouzi (de son vrai nom Fang Shimin) est un célèbre activiste chinois, à l'origine un biochimiste formé aux États-Unis, qui s'est reconverti dans l'écriture. Il est avant tout connu pour son travail de dénonciation sur le Web des fraudes à l'œuvre dans le milieu académique chinois. Il est à l'affût de toute forme de plagiat, falsification de CV et de références, manipulation de données, etc. dans les cercles scientifiques et académiques chinois ; il anime un site web

dédié : New Thread.

40 Shawn Wang est décédé fin 2007 dans un accident de voiture. Jennifer Li l'a remplacé en mars 2008.

L'argument de la méconnaissance des spécificités culturelles chinoises revient assez souvent parmi les détracteurs de Google. Le journaliste Gao Ren précise à ce sujet que l'échec de la plupart des sociétés étrangères du secteur de l'Internet en Chine trouve son origine dans le manque de compréhension de la culture chinoise, de la demande des internautes chinois et des changements du marché (缺乏对中国文化、网民需求、市场变化的了解, *quefa dui zhongguo wenhua, wangmin xuqiu, shichang bianhua de liaojie*).

« Si ce retrait se concrétisait la Chine serait perdante en termes de stimulation de ses propres capacités d'innovation. »

En outre, ce journaliste estime, comme bon nombre des détracteurs de Google, que le moteur de recherche américain utilise habilement l'argument politique et la justification éthique à l'appui de sa menace d'un éventuel retrait du marché chinois. En réalité, la faible performance de Google sur le marché chinois expliquerait sa position. Selon ce raisonnement, Google devait trouver une explication à ses mauvais résultats en Chine, notamment face aux investisseurs. Gao Ren n'hésite pas à affirmer que « le gouvernement chinois a endossé le rôle de bouc émissaire du management de Google » (中国政府做了Google公司管理层的替罪羊, *Zhongguo zhengfu zuole Google gongsi guanliceng de tizuiyang*). Il est vrai que, depuis son entrée sur le marché chinois de l'Internet, il y a quatre ans, Google n'a pas réussi à surpasser son concurrent chinois Baidu, qui détient à l'heure actuelle 58,6 % des parts du marché. Avec seulement 35,6 % des parts en 2009, le moteur de recherche américain se place toujours en deuxième position, loin derrière Baidu. D'après les chiffres du China Internet Network Information Center (CNNIC)⁴¹,
41 URL du site web du CNNIC : <http://www.cnnic.net.cn>.

seuls 12,7 % des internautes chinois utilisent Google en tant que premier choix quand ils utilisent l'Internet, contre 77,2 % qui optent pour Baidu en premier lieu. En outre, la contribution de la version chinoise du moteur de recherche américain, Google.cn, à la part de marché totale de Google en Chine, demeure négligeable puisque la quasi-totalité des recherches s'effectue avec Google.com. Il est clair que, comme le soulignent plusieurs analystes, Google.cn n'est pas du tout rentable en Chine. L'annonce du départ de Li Kaifu, vice-président de Google et directeur exécutif de Google Grande Chine en septembre 2009⁴², afin de créer sa propre société, n'a pas non plus contribué à améliorer la situation de Google dans le pays. Or, ce n'est pas la première fois que Google connaît des déboires en Chine. En 2006, les autorités chinoises avaient reproché à Google d'avoir lancé Google.cn sans licence Internet Content Provider (ICP) appropriée⁴³. C'est pour cette raison que, dans le cadre du contentieux actuel, les détracteurs du moteur de recherche américain invoquent également l'argument politique.

Le journaliste Wang Ganwu se place ainsi dans un registre politique en affirmant que les États-Unis exercent eux aussi un contrôle sur l'Internet et qu'ils cherchent à jouer le rôle de « super administrateur de l'Internet »

42 Pour plus de détails, voir notamment : ChinaStakes, « Li Kaifu Leaving Google to Start His Own Company » (<http://www.chinastakes.com/2009/9/li-kaifu-leaving-google-to-start-his-own-company.html>).

43 Pour plus de détails, voir notamment : John Bishop and Chris Myrick, « Google License Issue Seized by China to Make Political Statement » (<http://www.forbes.com/feeds/afx/2006/02/23/afx2547661.html>).

(超级管理员, chaoji guanli yuan) dans le monde. *Le Quotidien du peuple* abonde dans ce sens. Il n'hésite pas à affirmer que la défense de « la liberté de l'Internet est devenue une stratégie diplomatique » des États-Unis dont l'objectif est double : « l'ingérence dans les affaires politiques des autres pays » (对别国进行政治干预, dui bei guo jinxing zhengzhi ganyu) et « la consolidation de l'hégémonie américaine sur l'Internet » (在着力巩固美国的网络霸权, zai zhuoli gonggu Meiguo de wangluo baquan). Pour les tenants de cette argumentation, en abandonnant ses activités en Chine, Google a plus à perdre que les internautes chinois.

Le dernier argument utilisé contre Google est d'ordre juridique. La pénétration de Google sur le marché chinois ne s'est pas faite sans heurts et, pour des raisons de principe, Google n'est pas à l'aise avec la censure et le contrôle de l'Internet en Chine. Mais la Chine exige que les entreprises étrangères qui opèrent sur son sol respectent les lois et les réglementations locales, que Google connaissait lorsqu'il a commencé à développer ses activités dans le pays. Comme l'indique *The Economic Observer*, l'adaptation de la conduite des entreprises étrangères à la Chine et, de même, l'adaptation de la conduite de la Chine aux règlements internationaux nécessite un long processus de socialisation mutuelle. Il prêche donc une résolution progressive du différend entre les deux parties.

Le débat a été très passionné en Chine. Dans sa majorité, l'opinion semble considérer que le retrait éventuel de Google du marché chinois ne serait une bonne chose ni pour ce moteur de recherche, ni pour la Chine. Google se couperait du plus grand marché de l'Internet en termes d'utilisateurs (384 millions selon les dernières statistiques) et, en battant en retraite, reconnaîtrait implicitement sa défaite. Quant à la Chine, elle n'aurait aucun avantage

à perdre un acteur de poids sur son marché de l'Internet dont le jeu de la concurrence serait dès lors faussé. Le vrai gagnant potentiel d'un retrait de Google serait dans ce cas Baidu. Ils'agit là d'un scénario que les commentateurs, dans la presse chinoise, n'appellent pas de leurs vœux.



8. Affrontements ethniques au Kokang : les stigmates birmanes du rapport de force sino-américain

OLIVIER MONCHARMONT

SOURCE :

– Luo Shengrong, Wang Aiping, « Influence des affrontements dans la région birmane du Kokang », *Xiandai guoji guanxi*, décembre 2009.

Avec un recul de quelques mois, Luo Shengrong et Wang Aiping⁴⁴, deux chercheurs de l'université du Yunnan, analysent les fondements et les conséquences des affrontements survenus au Myanmar, en août 2009, entre les soldats de la junte militaire au pouvoir et les milices ethniques de la région administrative spéciale du Kokang (果敢, *guogan*)⁴⁵. Peuplée à 80 % de Hans, celle-ci est contiguë à la province chinoise

44 Luo Shengrong (罗圣荣), chercheur-assistant à l'Institut de recherche en relations internationales de l'université du Yunnan, est spécialisé dans les questions politiques et ethniques en Asie du Sud-est ; Wang Aiping (汪爱平), doctorant en histoire à la faculté de lettres de l'université du Yunnan, se consacre à l'histoire de l'Asie du Sud-est.

45 D'une superficie de 2 700 km² et principale région de l'État de Shan, au nord-est du Myanmar, le Kokang compte 200 000 habitants environ.

du Yunnan⁴⁶. Depuis les années 1960, les minorités ethniques du Myanmar, au nombre de 130, ont toujours exprimé de la défiance vis-à-vis des gouvernements centraux du Myanmar et se sont dotées de milices armées afin d'assurer leur autonomie et aussi, selon les périodes, pour se faire la guerre entre elles.

Le 8 août 2009, des policiers et des membres des Forces militaires du Myanmar (ou Tatmadaw) se sont rendus au Kokang pour tenter de perquisitionner dans une usine de réparation d'armement soupçonnée de produire clandestinement de la drogue. Prenant comme prétexte le refus opposé par les autorités locales de les seconder, expliquent les deux auteurs, les troupes de la junte se sont peu à peu déployées dans toute la région administrative spéciale, sans qu'aucun coup de feu ne soit tiré, et ont occupé son chef-lieu, Laukkai, à partir du 24 juin. Cet afflux de militaires dans ce territoire fut rapidement interprété par les responsables locaux et par leur chef, Peng Jiasheng (彭家声), comme une tentative de la junte visant à reprendre le contrôle de la région par la force, ce que les gouvernements successifs du Myanmar ne sont jamais parvenus à obtenir depuis l'indépendance, en 1948⁴⁷.

46 Le Kokang borde les districts chinois de Zhenkang (镇康), Cangyuan (苍源), Gengma (耿马) et Longling (龙陵).

47 La région du Kokang appartient à l'origine au territoire chinois, au Yunnan. En 1885, après la troisième guerre anglo-birmane, le Myanmar devient une colonie britannique. La délimitation de la frontière sino-birmane étant imprécise, il est alors fréquent que des mariages transfrontaliers soient conclus et que des différends ethniques éclatent. Alors que la Chine et le Royaume-Uni signent en 1894, à Londres, un « Traité frontalier sino-birman » (中緬边界条约, *Zhongmian bianjie tiaoyue*) devant mettre un terme aux « querelles » ethniques en précisant que le Kokang appartient au territoire chinois, le Royaume-Uni, en 1897, remet en cause les termes de cet accord et oblige la Chine à signer un amendement, incluant désormais le Kokang au sein de la colonie britannique du Myanmar, deve-

Rejoints par les milices armées des ethnies wa et kachin, Peng Jiasheng et son Alliance militaire démocratique et nationale du Myanmar (缅甸民族民主同盟军, *Miandian minzu minzhu tongmeng jun*), créée en 1989⁴⁸, échangèrent des tirs avec les soldats réguliers, du 27 au 28 août. Ce qui causé, selon les auteurs de l'article, 26 morts et 47 blessés parmi les rangs des soldats de la junte ainsi que 8 victimes du côté des milices ethniques. Dépassés numériquement par les forces militaires régulières, les miliciens locaux cessèrent le combat dès le 29 août, la plupart abandonnant leurs armes derrière eux, et s'enfuirent dans les régions voisines ou en Chine. Le 30 août, le gouvernement du Myanmar, avec à sa tête le Premier ministre Thein Sein, annonçait avoir repris le contrôle du Kokang. Le calme semble y avoir été maintenu jusqu'à présent. D'autre part, Luo et Wang rappellent que, durant ces quelque vingt jours de tension, Peng Jiasheng a été renversé par son second, Bai Suocheng (白所成), favorable au gouvernement, qui a immédiatement lancé un mandat d'arrêt à l'encontre de son ancien supérieur, introuvable depuis ces événements.

L'intérêt de l'article de Luo Shengrong et Wang Aiping tient à leur explication de ces incidents, qui s'inscrit sur deux plans. Une approche nationale permet de souligner les différentes manœuvres de la junte pour étouffer toute forme d'opposition politique à son pouvoir.

ne indépendante en 1948.

48 En 1989, Peng Jiasheng, second de l'armée du nord-est du Myanmar, aidé par une poignée d'officiers de cette même région militaire, déclenche une mutinerie, annonce publiquement sa volonté d'autonomie vis-à-vis du Parti communiste birman et crée la Myanmar National Democratic Alliance Army (MDNAA). Peng Jiasheng devient simultanément le chef politique et militaire de la région, qui devient « région administrative spéciale » (特区, *tequ*) jusqu'en 2009. Source : Donald M. Seekins, *Historical Dictionary of Burma (Myanmar)*, Lanham (Dir.), The Scarecrow Press, 2006, p. 256-257.

Une analyse effectuée sur le plan international s'attache à mettre en lumière la « partie d'échec qui se joue en arrière-plan entre les grandes puissances » (背后隐约可见大国的博弈, *Beihou yinyue kejian daguo de boyi*) autour de l'avenir politique du Myanmar.

Depuis 1988, date d'un coup d'État militaire, trois entités s'opposent, selon les auteurs, sur l'échiquier politique du Myanmar : la junte militaire, à la tête du Conseil d'État pour la paix et le développement⁴⁹, la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi et les pouvoirs locaux des minorités ethniques armées. Tandis que les dernières élections générales, en 1990, ont donné la victoire au parti d'Aung San Suu Kyi⁵⁰, la junte militaire est finalement restée au pouvoir, sous le feu des critiques internationales. À l'approche de nouvelles élections, prévues en 2010, consenties par les militaires de Rangoon afin de tenir compte de la pression internationale, ces derniers ont pris diverses mesures pour s'assurer de remporter ce scrutin et éviter ainsi que la situation de 1990 ne se reproduise. En premier lieu, Luo Shengrong et Wang Aiping indiquent que la junte a modifié la Constitution, en mai 2008, dans un sens favorable à ses intérêts : ce texte organise désormais un régime présidentiel dans lequel le Président est chef de l'État et chef du gouvernement, et se trouve à la tête des trois principaux commandements militaires. Les deux chercheurs estiment que les militaires sont donc appelés à conserver le leadership (主导性角色, *zhudaoxing juese*) qu'ils détiennent déjà dans les actuelles instances politiques du Myanmar⁵¹.

49 Le *State Peace and Development Council* (SPDC) a pris la suite, en 1997, du Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre (State Law and Order Restoration Council, SLORC).

50 La Ligue avait obtenu 396 des 485 sièges que compte le Parlement du Myanmar.

51 Au sein du Parlement, les militaires birmanes détiennent 25 % des sièges, avec 56 des 224 sièges de la Chambre haute (民族院, *minzuyuan*) et 110 des 440 sièges de la Chambre basse (人民院, *renminyuan*).

En second lieu, les auteurs rappellent que la pression de la junte militaire sur Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, ne s'est jamais relâchée depuis vingt ans. La prolongation récente de l'assignation à résidence de l'opposante et la fermeture de nombreuses permanences locales de son parti ont conduit, selon Luo Shengrong et Wang Aiping, à une forte réduction des effectifs de la Ligue nationale pour la démocratie, passée de 150 000 militants en 1990 à 15 000 de nos jours. Les auteurs précisent d'autre part que la nouvelle Constitution interdit désormais aux candidats à l'élection présidentielle d'avoir des parents ou un conjoint de nationalité étrangère. Or, cette disposition qui empêche Aung San Suu Kyi de se présenter à toute élection puisque son époux, Michael Aris, décédé en 1999, était britannique. Malgré ces mesures, il semble, selon les auteurs, que la junte militaire craigne qu'Aung San Suu Kyi apporte son soutien à un candidat qui se présenterait en son nom et en celui de la Ligue nationale pour la démocratie. La date des élections générales de 2010 n'a, pour l'heure, pas été annoncée⁵².

En troisième lieu, Luo et Wang décrivent les tentatives de la junte pour reprendre le contrôle des minorités ethniques armées. Là encore, c'est la lettre de la réforme constitutionnelle de mai 2008 qui est exploitée. Celle-ci stipule que la « défense nationale du Myanmar est assurée légalement par une seule et unique force armée » ; ce qui interdit, *de facto*, aux minorités ethniques de s'organiser

en milices locales armées. La nouvelle Constitution modifie d'autre part les échelons administratifs antérieurs ainsi que leur mode de gouvernement : les anciennes « régions administratives spéciales » (特区, *tequ*) des minorités ethniques ont désormais le statut de « provinces » (省, *sheng*) et sont placées sous l'autorité de représentants gouvernementaux. Les auteurs insistent en particulier sur le fait que la mise en œuvre de ces dispositions n'a commencé qu'à partir de mars 2009, les militaires de la junte appelant

« Le déclenchement de ces hostilités est analysé comme le reflet d'un antagonisme stratégique entre la Chine et les Etats-Unis. »

les milices ethniques soit à déposer les armes, soit à rallier l'armée régulière pour assurer une mission inédite de « gardes-frontières » (边防军, *bianfangjun*). La junte a posé d'autres exigences au Kokang : la région administrative spéciale devient un « district autonome » (自治县, *zizhixian*), tous les soldats de plus de 50 ans sont mis à la retraite, l'effectif des hommes en armes est réduit (il passe de 3 000 à 1 160 soldats) et leur mission consiste à assurer dorénavant le contrôle des transits transfrontaliers. Les milices armées du Kokang ont repoussé ces demandes. En d'autres termes, les opérations militaires menées par la junte, de mars à juin 2009, pour faire appliquer les nouvelles dispositions de la Constitution, modifiée à dessein pour favoriser la domination militaire du gouvernement central et lui assurer la victoire aux prochaines élections générales, ont accru la tension dans les régions dirigées par des minorités ethniques armées. Ce dont témoignent les affrontements survenus en août au Kokang.

Luo Shengrong et Wang Aiping proposent ensuite d'analyser le déclenchement de ces hostilités comme le reflet d'un antagonisme stratégique entre la Chine et les États-Unis. Leur propos dénonce l'attitude occidentale

52 « Myanmar Top Leader Advises People to Make Correct Choice with Upcoming Election », *Malaysian National News Agency*, 4 janvier 2010, en ligne : <http://www.bernama.com/bernama/v5/newsworld.php?id=465849>.

et la politique américaine en particulier, tant à l'égard du Myanmar qu'à l'égard de la Chine ; il interprète les manœuvres de la junte au Kokang comme les signes « inquiétants » d'un revirement birman, qui serait, selon les auteurs, désormais orienté dans le sens de la doctrine américaine « d'endiguement de la puissance chinoise ».

Leurs critiques portent tout d'abord sur l'inefficacité des sanctions politiques et économiques prises par les États-Unis et la société internationale à l'encontre du Myanmar depuis que la junte a refusé de reconnaître la victoire de la Ligue nationale pour la démocratie, en 1990. Le rappel des ambassadeurs, les condamnations publiques, la montée en puissance, la prolongation et le renforcement progressif des sanctions économiques à partir de 1997 n'ont fait, selon eux, « qu'aggraver la situation » (雪上加霜, *xue shang jia shuang*). Par exemple, les sanctions mise en œuvre à la demande de l'Organisation internationale du travail (OIT) par les syndicats et les fédérations ouvrières internationales dans le domaine de la chimie, de l'extraction minière et de l'énergie ont conduit de nombreuses entreprises étrangères, comme Pepsi Cola, à quitter le Myanmar et ont engendré un fort accroissement du chômage. Les principes invoqués par les États-Unis, comme la protection des droits de l'homme, la promotion de la démocratie ou la lutte contre le trafic de drogue, n'étaient pas, selon les auteurs, suffisants pour justifier une attitude si sévère qui, *in fine*, n'a pas obtenu les effets escomptés. Les deux auteurs font remarquer que la junte est toujours en place, que le développement économique du pays a stagné et que la stratégie américaine visant à instaurer une démocratie « amie » dans la région a échoué. Ils relèvent, au contraire, que le Myanmar, contraint à l'isolement international par les pays occidentaux et certaines organisations régionales (Union européenne, Association des Nations d'Asie du Sud-est, Asean), s'est tourné vers la

Chine et a développé sa collaboration avec ce pays. C'est, précisément, ce rapprochement qui aurait, selon eux, conduit les États-Unis, ces deux dernières années, à repenser leur doctrine vis-à-vis du Myanmar afin d'inclure celui-ci dans leur stratégie d'encercllement de la puissance régionale chinoise.

Les auteurs relèvent ainsi, depuis l'arrivée du Président Barack Obama, un assouplissement de la politique étrangère américaine à l'égard du Myanmar, qui se concrétiserait par une diplomatie davantage orientée vers les échanges de points de vue et les compromis. Le Myanmar bénéficierait à présent de plus de mansuétude de la part de la société internationale : les auteurs citent en exemple les visites effectuées au Myanmar, en 2008, d'Ibrahim Agboola Gambari, diplomate des Nations unies chargé des relations avec le Myanmar ; l'invitation, à Rangoon, le 25 mai 2009, de 51 États et 24 organisations internationales pour la Conférence internationale des donateurs pour le Myanmar, organisée par les Nations unies et l'Asean ; les visites officielles, la même année, du Premier ministre birman, Thein Sein, en Inde, au Bangladesh, en Thaïlande, en Chine ; les félicitations, enfin, du Président du Myanmar, Than Shwe, adressées à Barack Obama lors de l'élection de ce dernier.

Mais c'est la visite au Myanmar, en août 2009, du sénateur américain Jim Webb, président du East Asia and Pacific Affairs Subcommittee, qui marque, pour les auteurs de l'article, le point de départ d'un réchauffement patent des relations entre les États-Unis et le Myanmar⁵³. Ce réchauffement se ferait, selon eux, au détriment des intérêts chinois puisque, quelques jours après la rencontre entre Jim Webb et Than Shwe, « la junte militaire birmane

53 Justin McCurry, « Senator Jim Webb's Burma Visit Raises Speculations of New US policy », *The Guardian*, 14 août 2009, en ligne : <http://www.guardian.co.uk/world/2009/aug/14/us-senator-jim-webb-burma>.

n'a pas hésité à mettre en péril la stabilité de la zone frontalière sino-birmane en expérimentant ses opérations de contrôle militaire au Kokang, là où la proportion de membres de l'ethnie han est la plus forte », une opération qui a entraîné, par la suite, les incidents du mois d'août. Les auteurs notent, dans le même temps, un changement d'attitude de la part du Myanmar. Ce pays chercherait, selon eux, à réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine et se tournerait de plus en plus vers les États-Unis, voire l'Inde. Renforce l'inquiétude de Luo Shengrong et Wang Aiping ce que ceux-ci estiment être une « récompense »

des États-Unis accordée au Myanmar en septembre 2009 : la levée de l'interdiction de délivrer des visas aux hauts fonctionnaires birmans désireux de se rendre aux États-Unis ; cette annulation a permis au Premier ministre, Thein Sein, d'aller à New York et d'assister à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies. La déclaration prononcée le 24 septembre par la secrétaire d'État Hillary Clinton, faisant « l'autocritique » (检讨, *jiǎntào*) de la politique américaine antérieure envers le Myanmar, ne fait que confirmer leurs craintes et marque, d'après eux, un tournant décisif.

La dernière partie de l'article de Luo Shengrong et Wang Aiping revient sur les effets négatifs, du point de vue chinois, causés par les événements au Kokang. Ces derniers ont mis à mal, selon eux, plusieurs décennies de politique d'apaisement et de conciliation mise en œuvre entre les différentes ethnies qui vivent sur le territoire du Myanmar. Ils ont eu un « effet centrifuge » (离心倾向, *lìxīn qīxiàng*), qui a étendu l'importance des zones « armées » dans les territoires des minorités ethniques et risquent d'accroître le morcellement du Myanmar (陷入分裂, *xiànrù fēnliè*).

Plus grave encore, à leurs yeux, la situation au Kokang est porteuse de maux latents pour la sécurité des régions administratives du sud-ouest de la Chine. Les opérations militaires ont causé des dommages collatéraux : de nombreux projectiles sont retombés du côté chinois de la frontière, blessant de nombreux Chinois, et plus de 37 000 réfugiés du Kokang, parfois armés, se sont installés sur la frontière⁵⁴. Les deux chercheurs soulignent enfin la possibilité, à moyen terme, de l'installation durable, sur la frontière sino-birmane, d'importants contingents militaires. Ce qui conduira, d'après eux, à une nouvelle

situation de tension entre la Chine et le Myanmar, d'autant plus forte que d'autres minorités ethniques du Myanmar, tels que les Va et les Kachin sont, elles aussi, prêtes à entrer en rébellion et à mener des actions de guérilla transfrontalières. L'instabilité potentielle de la situation pourrait, selon les auteurs, donner un nouvel élan à la production de drogue dans le Croissant d'or (金三角, *jīn sān jiǎo*) et relancer les trafics d'opium et d'héroïne qui avaient été substantiellement réduits ces dernières années grâce à l'aide internationale pour l'élimination des plantations de pavot somnifère (罂粟种植, *yīngsù zhōngzhí*) et la promotion de plantations de substitution. La reprise des affrontements ethniques au Myanmar pourrait bien signifier le retour en grâce de l'adage local : « la drogue nourrit l'armée, l'armée protège la drogue » (以毒养军, 以军护毒, *yǐ dú yǎng jūn, yǐ jūn hù dú*). Face à la diversité des menaces qui

« Il ne faut pas sous-estimer le caractère déstabilisateur des menaces qui planent désormais sur la frontière entre la Chine et la Myanmar. »

54 Pour un compte rendu précis des conséquences humanitaires en Chine des incidents du Kokang, ainsi qu'une analyse politique de la gestion chinoise de cette situation de crise, on se référera à l'article de Drew Thompson, « Border Burdens : China's Response to the Myanmar Refugee Crisis », *China Security*, vol. 5, n°3, 2009, p. 13-23.

planent désormais sur la frontière entre la Chine et le Myanmar, Luo Shengrong et Wang Aiping se montrent donc très inquiets et appellent à ne pas sous-estimer le caractère déstabilisateur des conflits larvés qui éclosent dans la région, d'autant plus insaisissables qu'ils leur semblent « impossibles à repousser » (揮之不去, *hui zhi bu qu*).



9. Taïwan : une vente d'armes en trompe-l'œil

HUBERT KILIAN

SOURCES :

- Chen I-shin⁵⁵, « Vente d'armes à Taïwan : Pékin est l'arroseur arrosé », *Lianhebao - United Daily News*, 3 février 2010.
- Ding Shu-fan⁵⁶ « 2015, une victoire de l'APL ? Le nécessaire renforcement de la marine américaine », *Lianhebao - United Daily News*, 3 février 2010.
- « La stabilité des relations États-Unis/Taïwan est la clé de la stabilité dans le détroit », *Zhongguo shibao - China Times*, 3 février 2010, pages éditoriales.

À la fin du mois de janvier 2009, les États-Unis ont autorisé une vente d'armes d'un montant de 6,4 milliards de dollars américains à Taïwan⁵⁷, ce qui a suscité le traditionnel courroux de Pékin.

55 Professeur à l'université de Tamkang, directeur du Center for Asia-Pacific Area Studies.

56 Chercheur à l'institut des relations internationales de l'université nationale Chengchi, directeur du Chinese Council of Advanced Policy Studies (Caps).

57 Cette vente porte sur deux frégates de déminage de type Osprey, 60 hélicoptères de combat UH-60M Black Hawk, 114 batteries de missiles Patriot PAC-III, 12 systèmes de téléguidage de missiles de types Harpoon Block ATM 84L et RTM 84L, ainsi que plusieurs équipements en systèmes de communication.

La Chine a non seulement annoncé la rupture des échanges militaires entre les deux États mais a aussi menacé les entreprises américaines de prendre des mesures de rétorsion commerciale. La démarche est inédite et emblématique du rapport de force récent qui caractérise aujourd'hui la relation sino-américaine. Les analyses parues dans la presse insulaire ont été peu nombreuses, mais elles ont toutes souligné le caractère contre-productif des menaces chinoises. Les articles rassemblés ici permettent aussi de dresser sommairement une évolution du triangle de sécurité (Pékin/Taipei/Washington), qui se fait au détriment de Taïwan, dont la visibilité sur l'agenda de politique étrangère américain semble décroître.

Pour Chen I-hsin, qui signe le premier article, plusieurs facteurs expliquent la réaction de Pékin, qu'il qualifie de « brutale », alors que ces ventes sont relativement modestes par rapport aux précédentes (北京小題大做, *beijing xiaoti, dazuo*). C'est un point que note aussi l'éditorial du *Zhongguo shibao*, tout en constatant le sentiment diffus de crise qui se fait sentir à Taipei du fait que cette vente a été très rapidement décidée et qu'elle n'a pas porté sur un nombre important de matériels de défense active réclamés par Taipei tels que les sous-marins et les chasseurs F-16C/D. L'auteur souligne que, d'une manière patente, les ventes d'armes américaines à Taïwan sont en phase « d'affaiblissement » (弱化趨向, *ruohua qushi*), une tendance à laquelle le président Ma Ying-jeou doit porter la plus grande attention. L'éditorial révèle que certains à Taipei s'interrogent sur le fait de savoir s'il ne s'agit pas là de la dernière vente d'armes américaine à l'île.

En écho au sentiment de crise noté à Taipei, Chen I-hsin décrit la confiance jugée excessive dont a fait preuve Pékin face à Washington. Les achats massifs de bons du Trésor américain et les immenses réserves en dollars

américains dont elle dispose ont donné à penser à la Chine qu'elle avait les moyens de peser sur les ventes d'armes américaines à Taïwan. En octobre 2008, affirme Chen I-hsin, Pékin avait réussi, en jouant sur l'achat de bons du Trésor américain, à obtenir le report de plusieurs semaines de l'annonce, par George W. Bush, d'une vente d'armes d'un montant sensiblement identique⁵⁸, une décision prise dans les dernières semaines du mandat de l'ancien président. L'auteur évoque ensuite la volonté des Chinois, ancienne, de prendre des mesures contre l'entreprise d'armement américaine Raytheon, puis le fait que Pékin est convaincu que le fait de sanctionner une ou deux entreprises américaines concernées par les ventes d'armes permettra de peser sur l'acquisition, par Taipei, de certains systèmes de défense. Enfin, Chen I-hsin évoque la volonté du pouvoir chinois d'amadouer les internautes chinois qui ont violemment exprimé leur colère face à l'impuissance dont, selon eux, Pékin a fait preuve dans cette affaire de ventes d'armes.

Ding Shu-fan rejoint Chen I-hsin quant à l'excessive confiance de Pékin en commentant un article prospectif intitulé « Comment la marine américaine a perdu la bataille du pacifique de 2015⁵⁹ ». Selon cet article, la supériorité chinoise pronostiquée pour l'année 2015 s'est construite sur une série d'erreurs stratégiques commises par les États-Unis⁶⁰ et grâce à des décennies d'augmentation à deux chiffres des budgets militaires, qui ont permis à l'Armée populaire de libération d'obtenir des systèmes de défense ultrasophistiqués. S'appuyant sur l'article précité, Ding Shu-fang note qu'il faut

58 « Top U.S. Officials Stalling Taiwan Arms Package », *Washington Post*, 12 juin 2008.

59 « How the United States Lost the Naval War of 2015 », James Kraska, *Orbis*, 19 novembre 2009.

60 Les Américains auront d'abord réduit leur force navale à dix porte-avions sillonnant les mers du globe, pour les disperser dans de cadre de missions globales tout en donnant la priorité à des alliances stratégiques de second ordre.

voir dans la réalisation de cet objectif la main de Deng Xiaoping. Il est aujourd'hui acquis que la stratégie chinoise vise à prévenir une intervention américaine dans le détroit de Taïwan, reconnaît l'auteur, qui considère que les outils de cette stratégie sont les missiles balistiques de moyenne portée DF-21 et les sous-marins. Ding Shu-fan estime ainsi nécessaire, pour les États-Unis, de développer une conscience de crise (危機意識, *weiji yishi*) plus aiguë et de mieux répartir leurs ressources navales dans l'objectif de maintenir leur position dominante en Asie-Pacifique. Cette démonstration se complète à la lumière de l'analyse de Chen I-hsin, qui évoque la volonté de Pékin de faire cesser les ventes d'armes perçues comme s'inscrivant dans une relation d'État à État (政府對政府, *zhengfu dui zhengfu*) entre Taïpei et Washington.

Dans le sillage du propos de Ding Shu-fan, l'éditorial du *Zhongguo shibao* revient à l'esprit du Taïwan Relations Act. Il note que le Congrès américain n'a pas les moyens légaux d'imposer à la Maison-Blanche une vente d'armes à Taïpei, mais que, au contraire, la clé de cette relation de sécurité ne repose que sur une convergence d'intérêts stratégiques et sur la volonté politique des États-Unis de défendre la liberté de l'île (對台灣自由堅定的政治承諾, *dui Taiwan ziyou jiating de zhengzhi chengnuo*). Ces ventes d'armes ne pourraient donc pas exister sans ces deux facteurs, qui subissent eux-mêmes l'influence de l'émergence pacifique de la Chine. Chaque administration américaine a fait preuve d'une certaine mesure dans les ventes d'armes et, si Barack Obama accorde une plus grande importance à l'émergence chinoise qu'à l'engagement derrière Taïwan, il ne faudra pas pour autant considérer qu'il s'agit là d'une

trahison de Taïwan, mais bien du résultat de l'évolution de la situation internationale (國際形勢使然的結果, *guoji xingshi shiran de jiguo*), prévient l'éditorial, qui considère qu'on ne peut totalement écarter cette possibilité.

« Certains à Taïpei s'interrogent sur le fait de savoir s'il ne s'agit pas là de la dernière vente d'armes américaine à l'île. »

La dimension politique de l'assurance de sécurité donnée par Washington à Taïpei est également évoquée par Chen I-hsin. Selon cet auteur, Pékin a intensifié ses efforts de lobbying auprès du Congrès américain, reprenant rapidement à

son compte les techniques taïwanaises. Aujourd'hui, Pékin dispose d'une réelle capacité d'influence au Capitole, et Pékin pourrait être tenté de l'utiliser pour remettre en cause les fondements du Taiwan Relations Act.

Si l'on excepte l'analyse de Ding Shu-fan, les deux auteurs sont unanimes dans la condamnation de l'attitude de Pékin décrite comme contre-productive ; ils citent un article récent du *New York Times* selon lequel la vente d'armes à Taïpei a été décidée par l'administration Obama en guise de représailles face à l'arrogance (對美國頤指氣使 *dui meiguo yizhi qishi*) dont la Chine a fait preuve vis-à-vis des États-Unis en 2009. Les deux articles s'accordent également pour considérer qu'une confrontation ayant pour objet de mettre un terme aux ventes d'armes américaines pourrait avoir un coût commercial beaucoup trop important (得不償失, *debu shangshi*) pour Pékin. Mais, note Chen I-hsin, s'il s'avérait que Pékin tente d'utiliser sa nouvelle influence auprès du Congrès américain pour mettre un terme à ces ventes, la réaction américaine serait sans aucun doute vigoureuse, Washington accusant Pékin, avec raison estime l'auteur,

de s'immiscer dans ses affaires intérieures. Et Chen I-hsin de rajouter que l'utilisation de cette influence par la Chine pour renforcer la relation de coopération entre les deux États serait, à l'inverse, bien accueillie par Washington.

Pour le *Zhongguo shibao*, le fait que la vente d'arme ait été décidée dans le cadre d'une dégradation des relations sino-américaines est une mauvaise nouvelle pour Taïpei. Dans ce contexte, l'article juge que la position de l'île devient intenable, que Taïpei se rapproche de Washington ou de Pékin, tandis que le développement de relations pacifiques dans le détroit de Taïwan est d'autant plus hypothéqué. Si l'opposition de Pékin aux ventes d'armes, sur un plan politique, est compréhensible, du point de vue du fonctionnement du triangle de sécurité, il est préférable de mettre de côté ce dossier (擱置爭議, *gezhi zhengyi*) auquel aucune solution de court terme ne peut être apportée, estime l'article. S'opposer avec véhémence à ces ventes ne peut avoir qu'un effet contre-productif et contribuer à un sentiment de crise à Taïwan. D'un point de vue militaire, poursuit l'article, Pékin s'inquiète du fait que Taïwan s'appuie sur sa défense pour rejeter la réunification (以武拒統, *yiwu jutong*) ou maintenir indéfiniment le *statu quo* (永遠維持現狀, *yongyuan weichi xianzhuang*). Mais, souligne le texte, cette préoccupation n'a pas lieu d'être, compte tenu du fait que Washington n'a jamais vendu d'armes offensives à Taïpei et que l'île ne dispose d'aucune profondeur stratégique, qu'elle se contente d'acquérir des systèmes d'armements purement défensifs et a déjà entamé une restructuration de ses armées répondant à l'émergence des questions de sécurité non traditionnelles.

Les ventes d'armes américaines à Taïwan sont la pierre de touche de la stabilité dans le détroit, affirme avec insistance le *Zhongguo shibao*, et il est nécessaire qu'elles s'adaptent aux

besoins de la défense insulaire ; mais, en aucun cas, elles ne doivent s'arrêter sous l'effet d'une menace. En conclusion, notent Chen I-hsin et le *Zhongguo shibao*, la pression dont ont fait l'objet les ventes d'armes américaines n'a pas servi les intérêts de Pékin. Une interruption de ces ventes remettrait en cause la paix dans le détroit, mais également la légitimité du président Ma Ying-jeou, qui dès lors, verrait sa réélection hypothéquée, un développement que Pékin ne souhaite certainement pas.

DÉCALAGES

10. Les voies asymétriques de la puissance maritime

YANN DOMPIERRE

SOURCE :

– Ni Lexiong⁶¹, « La puissance maritime de la Chine face à des choix stratégiques difficiles », *Tongzhou gongjin*, novembre 2009.

Ni Lexiong se fait l'avocat de l'acquisition, par la Chine, de capacités de projection de puissance, une réalisation qui correspondrait à un retournement doctrinal majeur. Se référant dès le titre de son article au concept de puissance maritime⁶² sans pour autant jamais l'afficher de manière explicite, Ni Lexiong fonde son argumentation sur la modification stratégique radicale apportée par le mouvement de réforme et d'ouverture. La survie, la sécurité et la prospérité de la Chine, à l'instar de celles des puissances maritimes, dépendent désormais étroitement de ses artères maritimes vitales⁶³ ainsi que

61 Ni Lexiong (倪乐雄) est professeur à l'université de politique et de droit de Shanghai.

62 L'amiral (États-Unis) Alfred Mahan (1840-1914) s'est inspiré de l'opposition entre la France et le Royaume-Uni pour forger le double concept géopolitique de puissances maritime et terrestre. Mahan prédit la domination mondiale des États-Unis grâce à la maîtrise stratégique des océans.

63 海上生命线.

de la stabilité de territoires extérieurs où ses intérêts nationaux majeurs sont représentés. De « pays à vocation agricole traditionnelle », la Chine est donc devenue un « pays maritime⁶⁴ » : tout comme, en leur temps, les États occidentaux qui étaient dans une situation comparable, elle se trouve devant l'ardente obligation de se doter de « forces militaires de type expéditionnaire, dont des marines de haute mer aptes à protéger, en temps de paix comme en guerre, ces artères maritimes et à projeter des forces terrestres vers les territoires extérieurs essentiels à la survie nationale ».

A ses possibles contradicteurs, Ni Lexiong oppose que seul l'établissement d'une paix perpétuelle permettrait de considérer de telles dépenses comme un gaspillage insensé ; or, nul ne peut garantir (« à l'horizon des 50, 100 années à venir ») une absence de menaces sur ces lignes de communication et ces territoires.

Qualitativement, la tâche ne manque pas d'ampleur : se défendre contre une superpuissance maritime constitue déjà un palier élevé, et l'adjonction des nouvelles missions portant sur les artères maritimes et les territoires extérieurs se situe encore au-delà, en termes d'ambition militaire.

Quantitativement, cependant, et l'auteur insiste sur ce point, il ne s'agit pas d'imiter les États-Unis : la volonté de ce pays de garantir une présence globale s'articule en effet avec des intérêts commerciaux figurant sur la même échelle et, plus encore peut-être, avec une posture idéologique leur assignant une « mission ». La Chine, quant à elle, n'a finalement qu'une zone modeste à protéger, qui va de la mer de Chine méridionale au golfe

64 Bien que ne faisant pas mystère de sa détermination à voir la Chine s'armer, l'auteur préfère l'expression de « pays maritime » à celle de « puissance maritime », pour la Chine comme pour les États occidentaux.

d'Aden en passant par Malacca. Cependant, toute limitée qu'elle puisse être, cette voie se trouve sous la triple influence des marines japonaise, américaine et indienne, considérées comme autant « d'adversaires potentiels ». Or, « sans même parler d'une alliance des forces navales de trois pays contre le nôtre », nul d'entre eux ne représente à ce jour une menace négligeable pour la Chine.

Or, un État ne disposant pas de la puissance nécessaire pour assurer la sécurité de ses lignes de communication n'a que deux options :

– se placer sous la protection d'un autre pays, plus puissant, quand bien même ce dernier représenterait pour lui un adversaire potentiel. C'est ce qu'a dû consentir le Royaume-Uni, affaibli par la Seconde Guerre mondiale. La proximité avec les États-Unis qui en a résulté détermine encore aujourd'hui la stratégie britannique. Elle n'a cependant pas évité au Royaume-Uni de perdre la face lors de la crise de Suez et, plus récemment, a valu à Tony Blair d'être considéré comme un « caniche des Américains », dans le cadre de la guerre menée en Irak ;

– la seule façon d'éviter d'être ainsi ravalé au rang de « suiveur » est de se doter d'une marine puissante. C'est ce que commande la dignité et ce qui correspond le mieux au « caractère national » chinois, quand bien même, reconnaît l'auteur, un tel effort de défense ne peut manquer d'éveiller les craintes et les soupçons des pays voisins, d'encourager une course aux armements, voire la conclusion d'alliances visant à contenir la puissance en devenir. La posture et le dimensionnement capacitaire permettant de faire pièce à de telles alliances doivent donc être évalués d'emblée, à l'heure où l'on choisit cette option stratégique. Celle-ci peut d'ailleurs ouvrir des opportunités incalculables à l'avance, à l'instar de l'effondrement soviétique propulsant les

États-Unis au rang de puissance monopolistique globale.

Dans l'hypothèse d'un tel renforcement, l'auteur examine donc les scénarios de confrontation avec les menaces identifiées plus haut :

– à l'heure actuelle, le rapport de forces existant entre les États-Unis et la Chine, très défavorable à cette dernière, ne peut se rééquilibrer que si l'on y introduit le paramètre nucléaire, comme l'a fait la Russie vis-à-vis de l'OTAN, quand Moscou a averti cette organisation de « ne pas s'en remettre trop aisément à sa supériorité conventionnelle pour porter atteinte au cœur de ses intérêts ». Une telle évolution neutraliserait les forces conventionnelles américaines sans pour autant les amener au seuil nucléaire, juge Ni Lexiong qui considère que cette position doctrinale est celle des États-Unis eux-mêmes : « dans le cas d'une défaite grave de leurs forces conventionnelles, [les États-Unis] utiliseraient leur arsenal nucléaire⁶⁵ » ;

– le Japon présente une particularité : ses artères maritimes vitales se superposent à celles de la Chine. L'avance technologique qu'il détient depuis des décennies lui assurerait (ainsi que le soutien américain) encore l'ascendant dans le cadre d'une confrontation. Mais c'est bien là la preuve de la capacité démultiplicatrice de la technologie, une preuve supplémentaire qu'un effort chinois est indispensable dans ce domaine. Le renversement de ce rapport de force assurerait à la Chine le « contrôle total » des lignes de communication du Japon, son seul rééquilibrage conférerait aux deux pays la « capacité mutuelle de couper [leurs] artères maritimes vitales » :

65 Ce qui constituerait évidemment un changement radical de la doctrine chinoise de non-emploi en premier, axée sur le territoire national plutôt que sur des « intérêts vitaux ».

– l'Inde jouit d'une position stratégique dominante dans l'océan Indien, où elle « menace directement » les voies de communication chinoises. Elle est par ailleurs engagée dans un processus de renforcement naval : que les États-Unis quittent l'océan Indien et elle y exercerait un arbitrage indisputé. Il est peu probable que la marine chinoise puisse pallier son éloignement de ce théâtre, a fortiori s'y assurer une supériorité significative. Il faut donc que la Chine ait recours à d'autres forces : les centrales nucléaires dont l'Inde dépend de plus en plus sont à la portée des missiles de moyenne portée de la Chine. On en arriverait ainsi à un « usage (indien) de l'espace maritime pour contrôler la terre » et à l'inverse de la part de la Chine. La capacité de neutralisation mutuelle des artères maritimes vitales constituerait là aussi un scénario alternatif ;

– la possibilité d'une alliance de ces trois États, enfin, commande qu'un effort d'équipement soit consenti : l'armée chinoise « excelle dans les situations où elle est enfermée⁶⁶ ». Que cette qualité soit renforcée par les moyens adéquats (maîtrise de l'espace aérien, de l'espace maritime et des technologies de pointe), et « les assiégeants seront défaits ».

Ainsi, la difficulté stratégique majeure à laquelle se heurte l'affirmation de la puissance maritime chinoise ne tient pas, conclut l'auteur, à « de quelconques « alliance américano-japonaise », « verrou de la deuxième chaîne d'îles », et autres « verrou de Malacca » ». En présence de technologies militaires sophistiquées, « ces traditionnels obstacles géographiques seraient ravalés, comme la

66 Ce qui constitue une vérité universelle : dans le cas d'un rapport de forces égal et sans contraintes sur les ressources, le défenseur détient un avantage de nature géométrique.

Grande Muraille, (...) au rang d'éléments de décoration ». L'équation majeure à résoudre pour s'assurer une puissance navale en adéquation avec les besoins et le statut de puissance maritime, nécessite de transformer la richesse nationale en puissance « tout en satisfaisant à une pré-condition : la population ne doit pas voir s'infléchir la progression de ses revenus ».

Si, à la suite de ces propos conclusifs, l'auteur évoque *in extremis* la possibilité pour la Chine de s'en remettre aux accords internationaux et à la coopération multilatérale pour assurer la sécurité de ses artères maritimes, c'est sur un ton proche de la raillerie : s'il faut bien entendu, persévérer dans de tels efforts, il convient également de ne jamais perdre de vue les exemples qu'offrent à l'envi l'histoire du Royaume-Uni ou du Japon et de ne pas « voiler la réalité par nos idéaux ». D'ailleurs, « un certain nombre de forces potentiellement hostiles n'ont-elles pas depuis longtemps tiré avantage de notre faiblesse navale pour nous menacer ? ».

Le choix opéré par Ni Lexiong est doute un peu forcé : d'une part, la troisième option (sécurité collective), à peine évoquée, n'est pas mise en balance (coûts, risques et garanties) avec les deux premières ; d'autre part, l'abandon de l'option du « parapluie » cherché auprès d'un plus puissant est seulement articulé de manière idéologique⁶⁷.

67 Dans le passage sur la crise de Suez, l'accumulation tout à fait remarquable des expressions comportant quatre caractères vise manifestement à dramatiser la blessure portée à l'honneur national britannique et à éveiller l'affect nationaliste chinois (耻辱感地, 愤怒而无奈, 颜面扫地, 仰人鼻息, 低三下四, 宁冒风险).

L'article de Ni Lexiong montre cependant clairement deux articulations stratégiques majeures :

– seule une certitude peut permettre de ne pas agir ; en l'absence de cette certitude, puisque l'avenir est caractérisé par une indétermination croissante à mesure qu'il est lointain, la Chine a l'obligation d'agir ;

– le prix à payer pour l'acquisition de la sécurité est le risque consistant à éveiller les dangers mêmes qui ont motivé la recherche de cette sécurité : il faut donc inclure dans ce choix stratégique la manière de faire pièce à ce qu'on souhaitait éviter, ce qui « dimensionne » naturellement les ambitions.

L'utilisation de la thèse géostratégique de l'amiral Mahan n'est pas pour autant exempte de contradictions puisque l'auteur en vient, au cours de son argumentation, à réfuter la détermination géographique de la stratégie (le verrou de Malacca ne constitue pas un problème), puis à faire appel à une dimension balistico-nucléaire chargée, de manière explicite, de transcender les obstacles géographiques ou les rapports de puissance. Cependant, l'ambition qu'il affiche pour la Chine est bien celle associée au concept de puissance maritime : Ni Lexiong passe en effet naturellement de la nécessité de protéger ses artères maritimes vitales à celle de pourvoir à la stabilité de « territoires extérieurs où se trouvent des intérêts vitaux ». De telles visées interventionnistes, dignes d'un impérialisme assumé, constituent le prolongement logique de la recherche de l'hégémonie navale décrite par Mahan : leur distance au principe visant à assurer la seule libre circulation sur les mers - par sa puissance ou la coopération internationale - en est d'autant plus notable.

21 世纪经济报道, *21 Shiji Jingji Baodao*. Quotidien de Canton appartenant au groupe de presse Nanfang, il est considéré depuis sa création au milieu des années 2000 comme l'un des meilleurs journaux de la presse économique chinoise. Suite à des pressions politiques, il aurait cependant quelque peu perdu de son indépendance.

爭鳴, *Chengming*. Mensuel de Hong-kong, au ton irrévérencieux, véritable boîte à rumeur sur Zhongnanhai, *Chengming* reste une référence pour suivre la politique intérieure chinoise.

国际金融报, *Guoji Jinrongbao*. Fondé en 1994, il s'agit d'un quotidien d'analyse financière du quotidien du peuple.

红旗文稿, *Hongqi Wengao*. Mensuel généraliste publié par Qiushi, la revue théorique du Comité central du Parti communiste chinois.

环球时报, *Huanqiu shibao - Global Times*. Ce quotidien publié à Pékin appartient au même groupe de presse que *Le Quotidien du peuple* ; bien informé sur les questions internationales, il propose des analyses originales.

经济观察网, *Jingji guan cha wang*. Site internet du *Jingji guan cha bao*, dont une partie est un contenu original.

廉政瞭望, *Lianzheng Liaowang*. Premier mensuel consacré exclusivement à la lutte contre la corruption, la transcription littérale de son nom signifie « perspectives pour un gouvernement propre ». Il a été fondé en 1989 par le groupe de presse du Sichuan.

聯合報, *Lianhebao - United Daily*. Fondé en 1951, il est l'un des quatre plus grands quotidiens de Taïwan par son tirage et affiche des positions politiques pro-Kuomintang dans une langue élégante et parfois recherchée.

南方周末, *Nanfang zhoumo*. Hebdomadaire de Canton, qui a acquis une grande notoriété dans les années 1990 en dénonçant des scandales de corruption. Malgré une certaine reprise en main de la part des autorités chinoises, il conserve une certaine liberté de ton.

人民日报, *Renmin Ribao*. On ne présente plus le quotidien officiel du parti communiste chinois, dont le contenu en mandarin diffère de toutes ses éditions internationales.

同舟共进, *Tongzhou gongjin*. Mensuel de la province du Canton, qui dépend de la branche cantonaise de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Elle aborde tous les sujets contemporains dans des articles d'opinion.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

新华社, *Xinhua*. Agence de presse officielle du gouvernement de la République populaire de Chine.

中国经济导报, *Zhongguo Jingji Daobao*. Quotidien économique de la commission nationale pour la réforme et le développement (NDRC).

中国经济周刊, *Zhongguo Jingji Zhoukan*. Hebdomadaire sur les affaires économiques du groupe du quotidien du peuple, son objectif affiché est d'influencer la prise de décision en matière économique.

中國時報, *Zhongguo shibao - China Times*. Fondé en 1950, il est l'un des quatre plus grands quotidiens de Taïwan par son tirage. Affichant longtemps des positions centristes, mais très critique envers le PDP pendant le second mandat de Chen Shui-bian, il est devenu depuis la victoire de Ma Ying-jeou un défenseur du KMT et de sa ligne la plus pro-chinoise.

中国青年报, *Zhongguo qingnianbao*. Quotidien de la ligue de la jeunesse communiste.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

REDACTION :

Rédacteur en chef : Mathieu Duchâtel

Coordination du dossier « La Chine et le changement climatique » :

Mathieu Duchâtel et Thibaud Voïta

Secrétaire de rédaction (correction) : Olivier Bosc

Ont contribué à ce numéro : Gaëlle Brillant, Yann Dompierre, Hubert Kilian, Olivier Moncharmont, Anne Rulliat, François Schichan, Candice Tran Dai, Thomas Vendryes, Thibaud Voïta.

FABRICATION et DEVELOPPEMENT :

Directrice des programmes et de la communication : Anne Rulliat

Diffusion, Secrétaire de rédaction (maquette) : Rozenn Jouannigot

Remerciements : Guo Haiying, Thomas Klau, CEFC Hong Kong

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : France 90 € - Reste du monde 100 €

commande par n° (TTC) : France 20 € - Reste du monde 30 €

Version électronique : sur demande / archives (depuis 2005): www.centreasia.org